

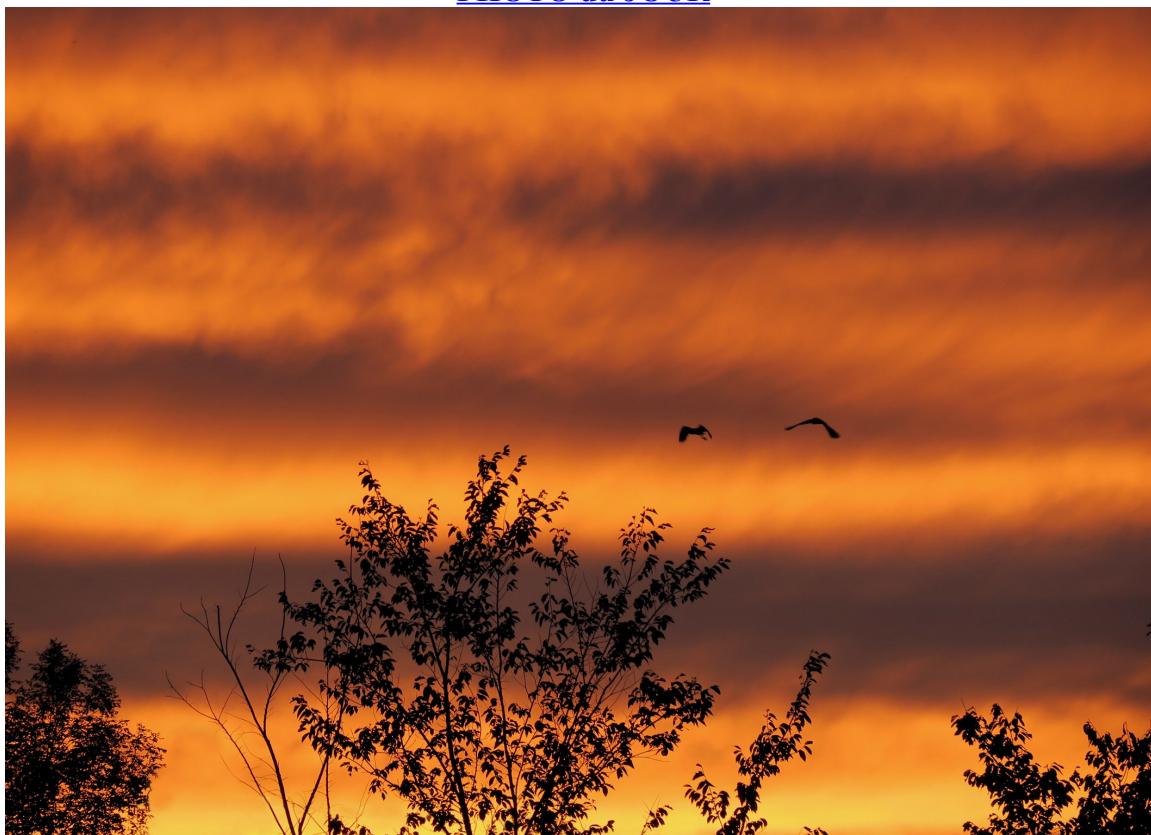
JEUDI 17 SEPTEMBRE 2015

« En route vers la dépression économique finale. »

- = Risque élevé de krach à Wall Street selon le Nobel spécialiste des actions p.2
- = Jacques Attali: le monde s'approche d'une grande catastrophe économique. Et personne n'en parle. p.3
- = Le pic pétrolier... (Patrick Reymond) p.5
- = Pétrole : "Minsky moment" et effet domino ? (Benjamin Louvet) p.7
- = Le Capital fuit les États-Unis et l'or aussi (Robert Bibeau) p.12
- = La garantie des dépôts en cas de faillite d'une banque vient de voler en éclat (P. Herlin) p.16
- = Le modèle de la prochaine crise : comptes bancaires gelés contrôles de capitaux, et Bail-Ins p.17
- = Les banques commencent à fermer des distributeurs automatiques de billets ... p.20
- = Wall Street l'arme au pied (Bruno Bertez) p.24
- = Dans la peau de Janet Yellen (Bill Bonner) p.25
- = LA GLOBALISATION POUR LE PIRE (François Leclerc) p.28
- = Perdu dans une forêt de billets gratuits p.29
- = Standard & Poor's abaisse d'un cran la note du Japon à A+ p.30
- = Un scénario raisonnable (Bruno Bertez) p.32
- = Ralentissement du taux d'occupation des porte-conteneurs ! p.33
- = L'Europe et les migrants : de la charité avec l'argent des autres à la guerre avec le sang des autres (Simone Wapler) p.35
- = Une tartine de Fed (Cécile Chevré) p.38
- = Il vaut mieux attirer « les riches » et tous ceux qui ont du talent que de les faire fuir p.42



PHOTO du JOUR



Bihoreaus à Ste-Martine, Québec. Photo : J-P L

Risque élevé de krach à Wall Street selon le Nobel spécialiste des actions

BusinessBourse et Capital, Le 17 septembre 2015

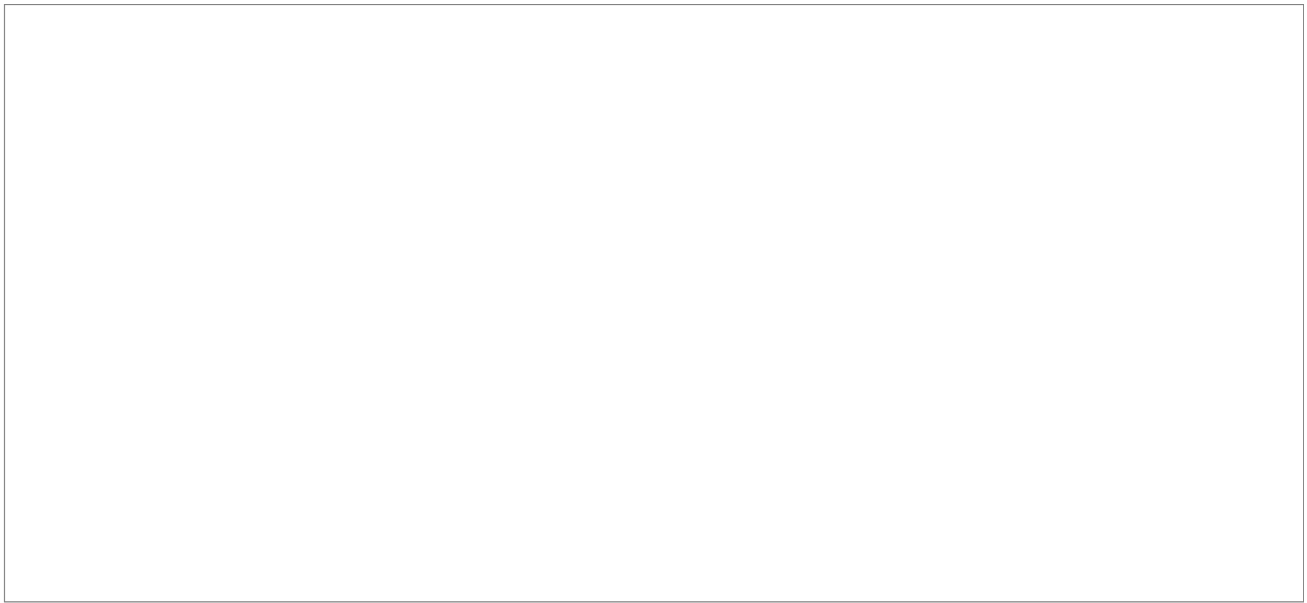


Le prix Nobel Robert Shiller estime que les actions américaines sont historiquement chères, même après la récente correction à Wall Street. Le risque d'une baisse des marchés de plus de 30% est élevé, selon lui.

L'économiste Robert Shiller, prix Nobel d'économie en 2013 et professeur à l'Université de Yale (Etats-Unis), connu pour ses travaux de recherche sur la valorisation des actions, a estimé lors d'un entretien accordé à la chaîne télévisée CNBC que les risques d'un krach des marchés d'actions américains étaient actuellement significatifs.

En dépit de la récente baisse des cours, ces derniers « restent relativement élevés », avec une survalorisation des sociétés cotées manifeste. Pour jauger la cherté des entreprises, Robert Shiller a développé un indicateur, le CAPE (cyclically adjusted price to earnings), dit aussi PER de Shiller, qui correspond à la capitalisation boursière rapportée aux bénéfices, ajustés de l'impact du cycle économique. Pour cela, l'indicateur divise la valeur boursière des marchés d'actions américains par la moyenne sur 10 ans des bénéfices annuels.

Le récent reflux de Wall Street a ramené le PER de Shiller de presque 27 à 25, un niveau qui reste toutefois historiquement élevé (voir graphique). Robert Shiller a en effet souligné que cet indicateur était en moyenne de 17, ce qui impliquerait une chute supplémentaire de 34% de l'indice phare S&P 500 (composé des 500 principales valeurs, outre-Atlantique). **La dernière fois que le PER de Shiller a atteint le niveau de 27, c'était en 2007, juste avant l'effondrement des marchés d'actions.**



Déjà, début août, Capital.fr avait signalé la cherté des actions américaines , compte tenu du niveau historiquement élevé de cet indicateur, et incitait les investisseurs à la prudence. Un avertissement qui a précédé de peu le décrochage des marchés d'actions.

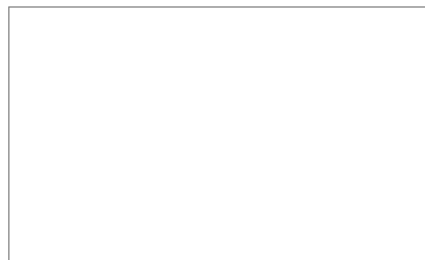
Nicolas Gallant

Source: [capital](#)



Jacques Attali: le monde s'approche d'une grande catastrophe économique. Et personne n'en parle.

BusinessBourse et l'Express Le 16 septembre 2015



Pour avoir écrit ici le 4 février dernier (voir L'Express N°3318) qu'une nouvelle crise économique mondiale menaçait, et en avoir révélé les signes

avant-coureurs, j'ai déclenché d'innombrables ricanements. L'analyse est encore plus vraie aujourd'hui : le monde s'approche d'une grande catastrophe économique. Et personne n'en parle.

Nul ne voit, en particulier, que ce qui se joue en Chine peut entraîner, par contagion, une dépression planétaire si nous n'agissons pas vite, de façon préventive. L'évolution chinoise était prévisible : sa croissance à 10% par an ne pouvait être durable et le ralentissement était inévitable. De plus, la Chine n'est plus compétitive, au cœur d'une Asie dont nombre de pays s'éveillent à leur tour. L'Empire du Milieu n'a pas su, comme l'ont fait les Etats-Unis et le Japon en leur temps, créer des firmes de taille internationale, avec des marques mondiales. La catastrophe de Tianjin aggrave cette menace dans des proportions considérables, paralysant une ville de 15 millions d'habitants, l'un des premiers lieux d'exportation et d'importation du pays, et rappelant, après d'autres événements du même genre, combien ce pays souffre des censures que lui imposent les exigences d'un parti unique.

Les conséquences de cette situation peuvent être désastreuses pour le régime. La récession a, en effet, entraîné une baisse de plus d'un tiers de la valeur de la Bourse, où les 200 millions de membres de la classe moyenne ont investi la moitié de leur épargne, mise en réserve pour financer les frais de santé et d'éducation familiaux, ainsi que leurs retraites, que l'Etat ne couvre pas. De plus, si la croissance continue de ralentir, c'est l'exode rural qui va s'essouffler, réduisant la demande de logements et menant l'immobilier à l'effondrement, ce qui détruira l'autre moitié de l'épargne de la classe moyenne. Et rien n'est plus dangereux, pour tout régime, que de ruiner sa classe moyenne, ossature de tout ordre social.

La manipulation du taux de change ne suffira pas à enrayer cette chute. Au contraire, même, elle peut l'aggraver en mettant la Chine en situation de dépendre du bon vouloir des spéculateurs internationaux, et en incitant d'autres pays à agir sur leur taux de change pour rétablir leur compétitivité.

Au total, la récession chinoise, si elle se confirme, entraînera celle du Brésil, qui provoquera celle des Etats-Unis puis la nôtre. Cette menace, aujourd'hui négligée, sera bientôt d'actualité. Au plus tard lors du G7 d'Istanbul, en septembre, les dirigeants occidentaux devront débattre d'un éventuel plan de relance. Seulement voilà : nos Etats ne disposent plus, comme en 2008, de marges de manœuvre budgétaires, et nos banques centrales n'ont plus la possibilité, comme en 2010, de diminuer leurs taux d'intérêt.

Alors, que reste-t-il pour relancer la croissance ? La solution la plus folle, la plus facile, serait d'imprimer encore plus de billets, comme on le fait déjà aux Etats-

Unis, au Japon, en Grande-Bretagne et dans la zone euro. Cela finirait par ruiner les épargnants, c'est-à-dire les seniors, aujourd'hui grands vainqueurs d'un monde sans enfants, sans pour autant donner du travail et des perspectives de croissance aux plus jeunes.

Nous avons encore tous les moyens d'empêcher un tel scénario et, même, de ne pas se contenter d'une stagnation sans création d'emplois, qui semble pourtant être aujourd'hui la meilleure hypothèse. L'économie mondiale a les possibilités d'une très forte croissance, d'un genre nouveau, à condition de mettre en place des mécanismes de coordination, de réorientation et de surveillance planétaires ; de penser l'économie en fonction de l'intérêt des générations suivantes ; de lutter contre les rentes économiques, financières, sociales et politiques ; et de favoriser les innovations de toutes natures. Cela suppose de l'audace, de la confiance, de la transparence. Toutes choses que les politiques, quels que soient les régimes, détestent par-dessus tout. Source: blogs.lexpress.fr/attali/



[Jacques Attali : tous ruiné dans 10 ans et sept leçons de vie.](#)

[Le pic pétrolier..](#)

Patrick Reymond 16 septembre 2015

Comme l'on dit certains internautes, la notion de pic pétrolier disparaît des écrans, alors que, finalement, c'est sans doute sa survenue à laquelle nous assistons.

Petit rappel. Le marché pétrolier est spécifique. Le prix est déterminé par des quantités marginales. Un million de barils, en plus ou en moins, chaque jour, ça sature vite les capacités de stockage, qui culmine dans le meilleur des cas à 3 mois de consommation. Ce qui est relativement peu. A priori, le pompage saoudien au maximum des capacités aurait produit des quantités excédentaires d'environ 3 millions de barils/jour. Mais, c'est difficile à savoir. Le monde de l'énergie, c'est le monde de l'opacité.

La plupart des gisements n'ont aucune souplesse de fonctionnement. Le seul qui en avait, c'était le gisement roi de Ghawar, en Arabie saoudite, qui pouvait être utilisé comme un réservoir. Les autres, niet. De toute façon, les pays pétroliers, ont toujours pompé au maximum de leurs capacités, sauf, justement, l'Arabie. Ce qui fait la différence, de l'ajustement, c'est le flux d'investissement.

Comme indiqué, le flux d'investissement dans le pétrole classique atteignait au début du siècle 250 milliards de USD (2004) et devrait atteindre, cette année, 762 milliards de USD.

Pour une production identique. Le surplus observé, au delà de 70 millions de barils/ jour provient surtout des condensats de pétrole, récupérés dans les gisements de gaz, du bio carburant, du schiste américain, et du pétrole extrême canadien, et de quelques gains de raffinerie. Mais visiblement, on est en train d'épuiser les possibilités. Et puis, si le condensat semble quelque chose de cohérent, comme le bio carburant issu de la canne à sucre (1 consommé pour 10 produits), le bio carburant issu du maïs a un taux de retour énergétique farfelu (un pour un, ça n'a aucun intérêt, sauf de changer un de houille, en un de pétrole...), les sables bitumineux, eux, consomment 1 baril pour deux ou trois produits, et c'est à peine meilleur pour le pétrole de roche mère, dit pétrole de schiste.

Le surplus obtenu cette année, qui engendre la chute des cours, à 40 dollars, cas de figure non prévu par les saoudiens qui l'ont initié est simple à envisager. Il est le résultat d'une chute ou d'une moindre demande, d'une saturation des capacités de stockage, finalement assez réduites, et du désamorçage, finalement, d'un vieux paradigme. La baisse des prix engendre la hausse de la demande.

Seulement, la hausse à 144 \$ le baril a marqué les esprits, et on ne change pas un marqueur psychologique qui devrait durer une génération. Dans tous les esprits, c'est "TSP", tout sauf le pétrole, sauf si on est obligé d'y passer...

Et les constructeurs automobiles et d'avions ont définitivement fait l'impasse sur le pétrole bon marché. Ils surveillent cette "ligne bleue", avec fermeté.

Même l'investissement dans le renouvelable, flambe. Passé de 40 milliards (USD) en 2004, il a atteint 270 milliards en 2014. A la différence que le surplus de 500 milliards dans le pétrole ne produit rien de plus. mais que ces 270 milliards, eux, sont des capacités supplémentaires, mêmes si elles font rires les esprits forts attachés au fossile et au nucléaire.

Simplement, désormais, ce flux d'investissement supplémentaire dans le pétrole, ne se fera plus. Les plus concernées étaient les 5 majors, qui avaient la meilleure expertise en la matière. Leur production s'écroule, et ils lèvent le pied. Les miracles qu'on attend d'Irak et d'Iran n'auront pas lieu. L'Irak a atteint, semble t'il,

lui aussi ses capacités maximum, et il est clair qu'un Iran peuplé de 80 millions d'habitants aura une tendance à l'autoconsommation lourde. Ce pays, d'ailleurs vivait avec des cartes de rationnement d'essence, sous forme moderne de cartes de crédits, nul doute que s'il arrivait à mieux produire, il penserait d'abord à ses citoyens et après seulement aux américains, européens, chinois, etc...

D'autant qu'on voit le cas saoudien où la production est de plus en plus auto-consommée.

Pour l'Europe, la crise des migrants devrait être sa dernière crise "d'homme riche". Parce que sa situation en tant que producteur d'énergie est dramatique.

Comme je l'ai déjà dit, on dispose d'un temps très long pour s'adapter. On l'a gaspillé, et sous la pression du lobby nucléaire, on n'en fait pas davantage, ou à peine, le minimum syndical.

la France produit la somme considérable de 22 millions de TEP (tonnes équivalent pétrole), en renouvelable, dont 2.6 millions de TEP de carburants. De quoi faire rouler 1 million de véhicules. Dans ce contexte là, le "jamais rentable", comme l'éolienne de particulier à faire et entretenir soi-même, ça risque d'être une source considérable d'énergie. Surtout quand on produit environ 15 % de ce que l'on consomme, et qu'une bonne partie, comme le bois et les déchets urbains, ça reste encore à caution...

Je vais encore me répéter, mais on avait le temps de se préparer. largement le temps, pour réduire toutes ces consommations. Maintenant on va avoir l'élagage, déjà commencé sous forme de chômage, ça s'appelle des brindilles, on est passé aux branches (Grèce) avant de passer à encore plus sérieux, la suppression totale de certains secteurs économiques, ou leur réduction drastique à des niveaux ridicules...

Pétrole : "Minsky moment" et effet domino ?

Benjamin Louvet septembre 17, 2015 Articles des éconoclastes

Alors que le pétrole a connu de nouveaux plus bas pendant l'été, certains n'hésitent plus désormais à évoquer un prix de 20\$ le baril dans les prochains mois et la fin du pétrole cher pour longtemps. La technologie et les gains de productivité des producteurs de pétrole de schiste nord-américains seraient tels que l'OPEP aurait perdu son pari de faire remonter les prix en obligeant les compagnies américaines à réduire leur production d'or noir, faute de rentabilité.

Il est vrai que l'industrie des « shale oil » résiste bien. Le développement de nouvelles techniques de forage (multi pad drilling, refracking...), du big data et de

nouveaux mélanges pour la fracturation ont ainsi permis de faire baisser substantiellement les coûts de production unitaire. En quelques mois, la production moyenne des nouveaux puits a progressé de 42% dans le bassin d'Eagle Ford et la société

EOG Resources, sur le même plateau rocheux, a réduit ses coûts de forage de 10%, passant ainsi de 6,1 à 5,5 millions de dollars. Par ailleurs les opérations de hedging mises en place au cours de l'année passée leur ont permis de contrecarrer une partie de la baisse de début d'année. Les couvertures initiées ont ainsi représenté plus de 30% des revenus des principales sociétés pétrolières de schistes au premier trimestre (lire [ici](#)). Enfin, les compagnies ont multiplié les sources de crédit, recourant aussi bien au marché obligataire, à l'émission d'actions ou au private equity.

Toutefois, la source se tarit. Et si, en début d'année, les compagnies pétrolières arrivaient encore à se financer étant donné les difficultés à trouver du rendement, les investisseurs ont désormais déserté ce marché. Les levées de capitaux dans ce secteur ont à présent quasiment disparu :

Levée de capitaux par les compagnies pétrolières et gazières US

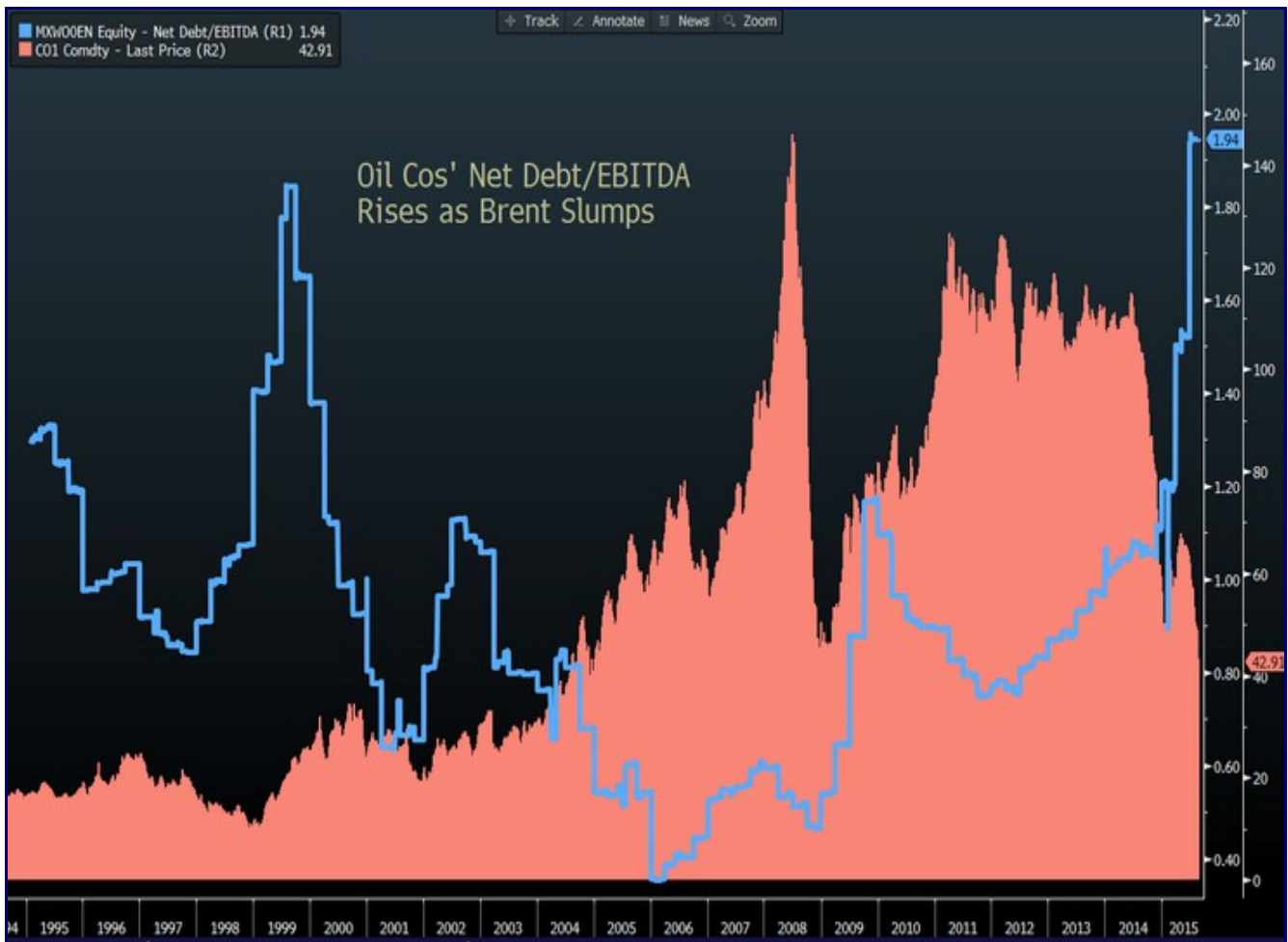


(Source : FT, Dealogic)

Il faut dire qu'avec déjà 16 défauts dans le secteur aux Etats-Unis depuis le début de l'année et une dizaine de sociétés dont la dette est notée triple C ou pire, les perspectives sont inquiétantes. S&P, de son côté, classe 45 des 62 compagnies qui composent l'indice Bloomberg Intelligence North America Independent Exploration and Production Index, dans la catégorie spéculative. Avec un total de 168 sociétés pétrolières dans le monde dont le taux d'emprunt est supérieur à 10%

et un ratio dette sur revenus au plus haut de 20 ans, le secteur est au bord du gouffre. Pourtant les besoins de financement sont énormes : 550 milliards de dollars de dettes arrivent à échéance dans les 5 prochaines années pour le secteur pétrolier mondial, dont 72 d'ici la fin 2015 ! Les entreprises américaines sont les plus exposées et représentent 20% de ce montant (lire [ici](#)).

Prix du Brent et Ratio Dette/Revenus pour les valeurs du MSCI World Energy Index



(Source : Bloomberg)

Et les choses ont peu de chances de s'arranger. En effet, en octobre arrive la deuxième renégociation annuelle des conditions de crédit que les banques accordent aux entreprises du secteur. Alors que le prix moyen du pétrole sur un an était encore de 80\$ lors de la dernière négociation en avril, celui-ci devrait ressortir à moins de 60\$ début octobre. Avec cette baisse du prix de référence, non seulement la valeur des actifs des compagnies va être dépréciée, mais les quantités de pétrole récupérable et donc les actifs eux-mêmes des compagnies vont être grevés. Les capacités d'emprunt seront alors forcément revues à la baisse et les compagnies de schiste nord-américaines devront, comme le dit Ed Morse dans le dernier rapport de Citi, « révéler leur vilain petit secret : beaucoup de producteurs

de shale dépendent des injections des marchés de capitaux pour financer leur activité courante car leur dépenses dépassent largement leurs recettes ». (lire [ici](#))

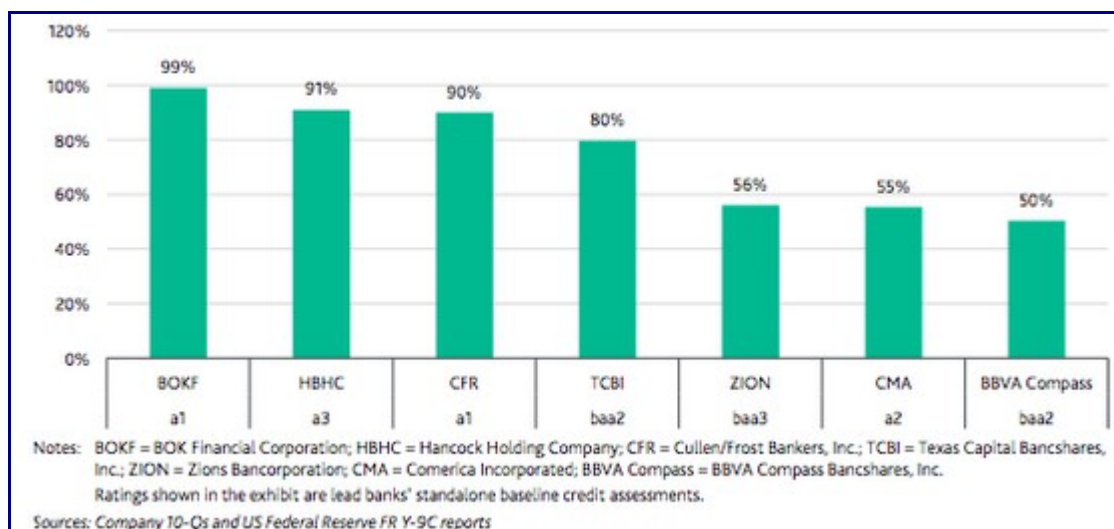
Le secteur des pétroles de schiste pourrait donc très prochainement connaître son « Minsky moment », du nom d'Hyman Minsky, qui se concrétise par une spirale de baisse auto-entretenu et un assèchement des liquidités.

Une vague de faillite pourrait s'ensuivre, avec des conséquences sociales importantes. Rappelons que l'industrie pétrolière a déjà supprimé près de 200 000 emplois à travers le monde depuis un an, et ce alors même que les entreprises productrices n'ont quasiment pas participé à ce mouvement (seulement 15% des départs, contre 49% pour le seul secteur des services pétroliers. Lire [ici](#)).

Certains estiment que cela pourrait être évité et qu'on pourrait plutôt voir une vague d'opérations de fusion-acquisition, les majors pétrolières profitant de ce phénomène pour entrer sur un marché des pétroles de schiste qu'elles ont raté en 2008. Mais ceci semble plus qu'improbable. Plusieurs compagnies, comme Total ou Shell, ont déjà fait savoir leur peu d'intérêt pour ces dossiers. La production d'un puits de pétrole de schiste ne dépassant pas quelques centaines de barils par jour, il faudrait pouvoir racheter plusieurs compagnies positionnées sur une même zone de production pour que cela ait du sens pour ces entreprises. On pourrait alors voir des fermetures pures et simples et potentiellement définitives. En effet, avec les taux d'intérêts qui devraient remonter et ainsi augmenter le niveau de rentabilité nécessaire pour redémarrer les projets, et les probables barrières à l'entrée que fixeront les « survivants » de cette industrie, le niveau de prix nécessaire à la reprise de l'activité pourrait sensiblement augmenter.

Mais la faillite des acteurs du secteur pétrolier ne pourrait être que la partie émergée de l'iceberg. Car si les sociétés pétrolières multiplient les faillites, les dettes obligataires associées ne seront potentiellement pas remboursées. Avec un stock de dettes du secteur aux Etats-Unis approchant les 250 milliards de dollars (20% du marché du High Yield aux USA) à la fin du premier trimestre 2015 selon Bloomberg, plusieurs banques pourraient se retrouver alors en difficulté. Les grandes banques sont assez peu concernées, avec des taux d'exposition directe à ce secteur qui dépassent rarement les 5% à 10% de leurs capitaux propres. En revanche, plusieurs banques régionales ont des taux d'exposition bien supérieurs pouvant aller jusqu'à 99% de leurs capitaux propres (Tier 1). Et parmi celles-ci, certaines, comme BBVA Compass Bancshares Inc ou Zions Bancorporation, figurent sur la liste des banques régionales systémiques.

Holding bancaire US ayant le plus gros rapport Prêt au secteur énergie / Capitaux propres Tier 1

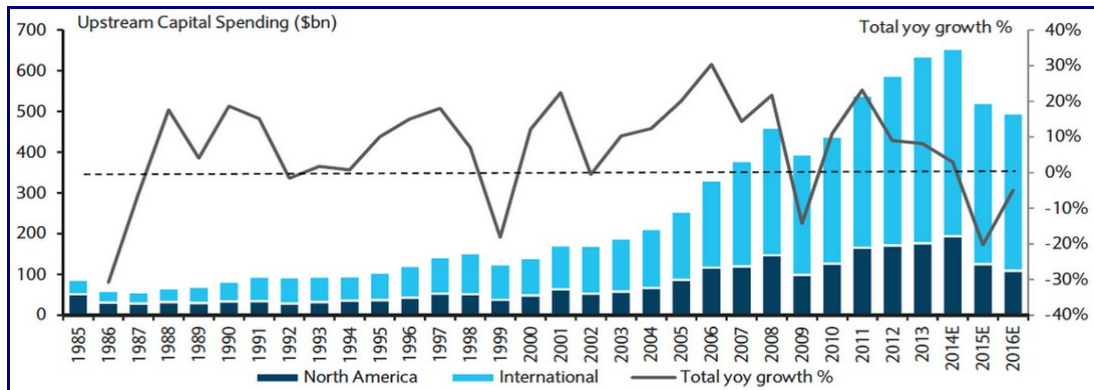


Mais les implications financières de la baisse du prix du pétrole sont potentiellement bien plus vastes, et un effet domino est à craindre... Car comme dans le cas des subprimes qui avaient mené à la crise financière de 2008, les banques ont syndiqué les prêts faits aux entreprises du secteur pétrolier et vendu ces produits à des investisseurs. Moody's, dans une étude récente estime ainsi que les 20 CLO (Collateralized Loan Obligation) ayant la plus grosse sensibilité au secteur des matières premières ont une exposition comprise entre 14 et 21%. Au total, près de 15% des CLO commercialisés après 2009 (environ 300 milliards de dollars) ont au moins 10% d'exposition au secteur pétrole et gaz, selon Moody's (lire [ici](#)).

Seule solution pour éviter tout cela : une remontée violente, rapide et durable des prix de l'or noir. Or un certain nombre de facteurs saisonniers jouent en défaveur d'un tel phénomène. D'abord, avec la sortie de la période estivale, la consommation de produits pétroliers recule traditionnellement. Le phénomène est par ailleurs amplifié par les opérations de maintenance auxquelles procèdent les raffineries avant l'entrée dans l'hiver. La demande de pétrole diminue alors naturellement de plus d'un million de barils par jour pendant quelques semaines. Ceci devrait donc garantir un maintien sous pression des prix pendant encore au moins quelques semaines, avant de voir les prix repartir probablement à la hausse dès la fin de l'année. Si la réduction de la production des pétroles de schiste est, comme nous l'anticipons, plus importante que prévue par les autorités, l'importance des positions spéculatives baissières devrait générer un rebond de grande ampleur. Rappelons que les grandes agences qui supervisent les marchés pétroliers sont généralement très mauvaises en matière de prévisions. Dernier exemple en date, l'Agence américaine à l'énergie exhortait encore en avril 2014 l'OPEP à augmenter sa production afin de pouvoir répondre à la demande générée

par la croissance mondiale... Trois mois après, le monde croulait sous le pétrole. A plus long terme, la suppression de plus de 200 milliards de dollars d'investissement dans le secteur pétrolier par les compagnies depuis le début de l'année risque de nous ramener d'ici quelques années dans une situation de « pénurie » d'or noir. Alors qu'on le veuille ou non, l'Arabie Saoudite aura peut-être gagné son pari...

Variations des dépenses d'investissement des secteurs Exploration et Production. En recul pour deux années consécutives pour la première fois depuis 1986



(Source : Barclays)

Le Capital fuit les États-Unis et l'or aussi

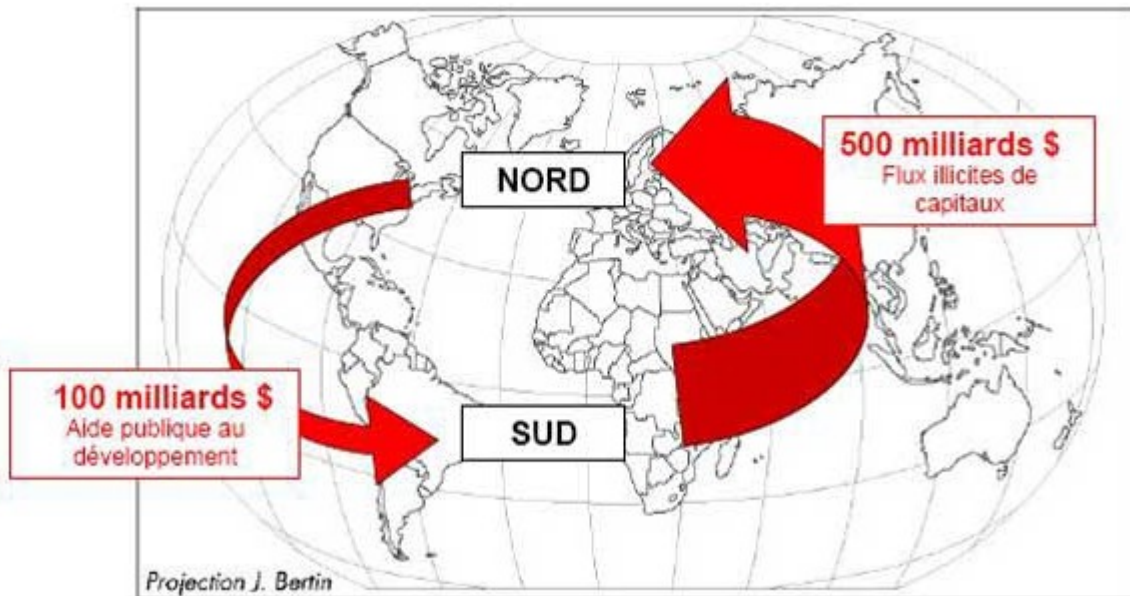
par Robert Bibeau Directeur LES7DUQUEBEC.COM 16 septembre 2015, Agoravox

Robert Bibeau

Canadien vivant à Montréal.
Ex-formateur en perfectionnement des adultes
Ex-enseignant d'économie et d'histoire au secondaire (Québec-Canada) Journaliste et analyste en économie politique marxiste.
robertbibeau@hotmail.com



Signe avant-coureur de grand krach financier - boursier - monétaire - globalisé et mondialisé que nous appréhendons, voilà que les roturiers et les cambistes fuient le navire amiral du capitalisme mondial en débandade à la recherche d'occasions d'affaires, de placements rentables, d'investissements générateurs de plus-value qui n'existent pas.



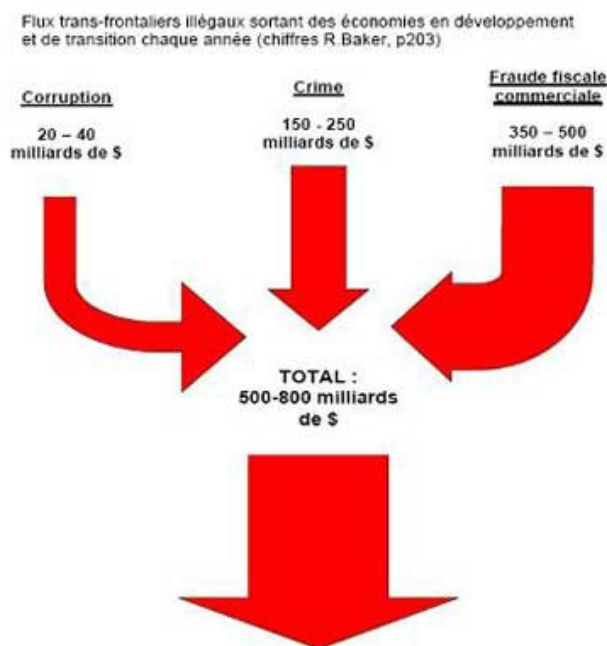
Le manque d'activité sur le marché des titres aux États-Unis pousse les investisseurs à tourner leurs regards vers l'Europe et le Japon afin de trouver des placements plus rentables pour leurs capitaux, constate un analyste de CNN. À la différence des États-Unis, les pays européens et le Japon attirent davantage les investisseurs, leurs économies reposant essentiellement sur les exportations, écrit [CNN](#). De fait, les économies japonaises, européennes et chinoises n'ont pas encore fait le plein de capitaux fictifs - spéculatifs. Quand ces économies auront complété leur cycle de valorisation bidon de capitaux financiers sans valeur véritable, les conditions de l'effondrement économique mondial seront rassemblées. Cette opération de déplacement des "placements" n'est qu'une façon de gagner du temps avant le "Grand Dérangement".

"À la recherche de meilleurs endroits pour placer leurs capitaux, les investisseurs (sic) abandonnent les États-Unis et affluent vers l'Europe et le Japon", lit-on dans l'article de CNN. L'année dernière, le yen, le dollar canadien et l'euro ont fortement baissé face au dollar. Tout porte à croire que cette tendance se maintiendra si la Réserve fédérale (FED) des États-Unis élève son taux directeur. On suppose même que cela pourrait provoquer un boom des exportations au Japon et en Europe, vu les prix bon marché de leurs produits. Mais en contrepartie la hausse des taux d'intérêt accroîtra le nombre de faillites personnelles et de dépôts de bilan de petites et moyennes entreprises américaines - celles qui contrairement aux monopoles s'appuient essentiellement sur le marché états-unien et continental américain pour survivre (ALENA). On peut donc anticiper selon le principe des vases communicant qu'une hausse du taux d'intérêt par la FED entraînera un vent de faillite, l'effondrement du marché états-unien, une misère incommensurable et la descente aux enfers des salariés états-uniens. Tout ceci dans le fol espoir des

capitalistes financiers américains de rapatrier les capitaux qui fuient présentement les États-Unis. Ce qui sera impossible.

Le manque d'activités des bourses américaines (sic)

Selon l'auteur de l'article sur CNN, l'une des raisons de la fuite des investisseurs des États-Unis consisterait dans le manque d'activité des titres américains sur les marchés, alors que la croissance des marchés européens et japonais est à deux chiffres. Le ballon spéculatif ayant atteint des sommets aux États-Unis la globalisation-mondialisation de l'économie capitaliste internationale permet aux grandes corporations multinationales de déplacer leurs avoirs (titres - actions - obligations) d'un pays à un autre causant l'hémorragie ici et le trop-plein de capitaux là-bas. De tels déséquilibres ne sont jamais propices à la croissance économique ni ici ni là-bas. Preuve s'il en faut que tous ces gens ne contrôlent rien de l'économie capitaliste, surtout pas les ministres des Administrations gouvernementales de service.



Cette année, les investisseurs ont retiré 64 milliards de dollars de fonds américains et **placé 158 milliards de dollars dans des fonds d'investissement internationaux**, signale la société d'information et d'analyse *Morningstar*. Voilà un exemple de la volatilité des fonds de placement internationaux qui transitent souvent par des paradis fiscaux ce qui entraîne que même en se déplaçant, d'un continent à un autre, d'une bourse à une autre, ces avoirs et ces profits spéculatifs (cette monnaie de singe en définitive) ne produisent aucun impôt ni aucune redevance (si ce n'est les commissions des traders et des boursicoteurs). Mais peu importe puisque cet argent n'est que du vent dont la bulle éclatera mondialement

dans peu de temps.

Que ferait-on d'une taxe Tobin contre la spéculation ? Sinon, générer encore davantage de cette montagne de vent spéculatif fictif ?

La conséquence de la crise économique et du dollar plombé

"Le fait que les investisseurs retirent leur argent de fonds américains témoigne de leur incertitude de l'avenir", estime Alina Lamy, analyste de Morningstar. D'après Mike McGlone, directeur de recherche à ETF Securities, "l'argent fuit les États-Unis où la FED mène une politique de moins en moins souple vers des endroits où les Banques centrales deviennent plus accommodantes". Bien que l'économie américaine montre à présent un bon taux de croissance (sic), il n'est pas excellent et les perspectives de bénéfices y sont plutôt vagues, conclut l'auteur de l'article de CNN.

Voilà la riposte des banquiers et des spéculateurs boursiers aux prétentions du "marxiste" Piketty (sic) qui a récemment découvert que les riches étaient trop riches et que les pauvres étaient trop pauvres et qu'il fallait redistribuer la richesse parmi les démunis.

Au même moment les rats boursicoteurs et banquiers apeurés fuient le navire amiral américain. Les banques centrales européennes retirent leur or (quand elles le peuvent) de la Réserve fédérale des États-Unis (FED) dont les stocks de métaux précieux ont beaucoup diminué depuis des années.

Les stocks d'or de la Réserve fédérale des États-Unis (FED) ont diminué jusqu'au niveau le plus bas de ces dernières décennies, les pays étrangers retirant leur or, confié autrefois à la FED. Ce processus de rapatriement est propice à l'économie mondiale, estime l'économiste américain *Lew Rockwell*.

"La FED et les partisans de sa politique économique diront que l'or ne joue aucun rôle monétaire. Mais pourquoi alors tant d'or est-il stocké à la FED, encore qu'il ne s'agisse pas que de l'or appartenant à l'Amérique, mais aussi à d'autres pays ? À signaler que les empires avaient l'habitude de garder chez eux l'or de leurs colonies ou des pays dépendants", a relevé le fondateur et président du *Ludwig Von Mises Institute* dans une tentative de provoquer une montée de chauvinisme nationaliste européen à l'encontre du chauvinisme nationaliste américain que *Donald Trump*, candidat présumé des républicains exhibe comme un épouvantail à la veille des primaires américaines.

Voilà qui devrait couper le sifflet aux nationaux chauvins français, allemands et britanniques à propos de la mauvaise posture de l'euro qui serait responsable de la

misère en Europe sur le point de succomber sous le poids de ses "péchés antidémocratiques" (sic). Ce n'est pas l'euro - ni l'Euroland - ni l'Union européenne - ni la panacée "démocratique bourgeoise" (sic) qui sont responsables de la crise économique systémique du capitalisme mondialisé. Les économistes, les oligarques et les ministres de l'Europe sont des gens compétents, mais ils ne contrôlent ni ne maîtrisent aucun des grands paramètres de l'économie politique capitaliste, pas davantage que les banquiers des deux côtés de l'Atlantique par ailleurs. On ne peut ressusciter un canasson en train d'agoniser. Il faut le laisser s'effondrer et lui administrer le coup de l'étrier qui le fera trépasser.

L'ARTICLE EST AUSSI ICI : <http://www.les7duquebec.com/7-au-front/le-capital-fuit-les-etats-unis-et-lor-aussi/>

La garantie des dépôts en cas de faillite d'une banque vient de voler en éclat

Philippe Herlin Publié le 17 sept. 2015 GoldBroker.fr

Nous avons déjà parlé ici de la directive européenne permettant la ponction des comptes bancaires, connue sous l'acronyme BRRD (*Bank Recovery and Resolution Directive*) **[Il y a une telle politique au Canada et dans tous les pays du G20 aussi]**. Désormais, lorsqu'une banque en Europe fera faillite, les actionnaires épongeront les pertes (rien de plus normal), ensuite les détenteurs des obligations émises par la banque (normal également) et, si cela ne suffit pas, la banque pourra puiser directement dans les comptes de ses clients (un scandale, une remise en cause du droit de propriété, un vol légal).

Cette directive prévoit cependant de ne pas puiser dans les comptes de moins de 100.000 euros, soit l'immense majorité des cas. Chacun peut se croire à l'abri, même si cette garantie s'avère largement illusoire, car il faudra bien aller chercher l'argent quelque part ! Chypre, lors de sa crise bancaire d'avril 2013, et qui avait "testé" le premier ce type de renflouement (le *bail-in*), n'avait effectivement pas touché aux comptes de moins de 100.000 euros, mais le pays avait bénéficié de 10 milliards d'euros d'aide de l'UE et du FMI, ce qui correspond aux deux tiers de son PIB. Qui pourrait verser une somme équivalente à un grand pays comme l'Espagne, l'Italie ou la France s'il connaissait une crise comparable ?

Malgré tout, pour protéger ces dépôts de moins de 100.000 euros, la Commission européenne avait proposé la création d'une "garantie des dépôts européenne", dans l'objectif d'éviter les "bank run", les retraits massifs et les fuites de capitaux comme on a pu le voir en Grèce. Ce fonds de garantie devait être doté de 55

milliards d'euros et d'une capacité à emprunter sur les marchés, de quoi voir venir, tout de même.

Manque de chance pour les déposants européens, l'Allemagne s'y est fermement opposée lors de la réunion de l'Eurogroupe et de l'Ecofin le week-end dernier au Luxembourg. Berlin souhaite d'abord que la directive BRRD soit mise en œuvre dans tous les pays européens, et Wolfgang Schäuble a fait remarquer que la France et l'Italie ne l'avaient toujours pas transposée dans leurs droits nationaux... Les pays européens doivent d'abord mettre en place des procédures de faillite souveraine avant de parler de mutualisation, voici la conclusion de ce sommet.

L'intransigeance allemande a certainement du bon pour les Etats, qui se retrouvent face à leurs responsabilités, mais elle est franchement inquiétante pour les épargnants européens. Les choses sont claires : la protection des 100.000 euros vient officiellement de se volatiliser. Elle ne pesait déjà pas bien lourd, elle ne vaut désormais plus rien.

La reproduction, intégrale ou partielle, est autorisée dès lors que www.GoldBroker.fr/ tous droits réservés" est mentionné accompagné d'un lien vers cette page.

Le modèle de la prochaine crise : comptes bancaires gelés contrôles de capitaux, et Bail-Ins

Blog de la résistance et Phoenix capital 16 septembre 2015

Graham Summers , Stratège en chef de [Phoenix Capital](#), lance un avertissement, voici selon lui, le modèle de la prochaine crise :

« Derrière le vernis du « tout va bien » promu par les gouvernements du monde et la presse Mainstream , les élites politiques ont commencé à mettre en œuvre une législation qui va leur permettre de geler les comptes et d'utiliser votre épargne pour soutenir les banques insolubles.

Cela n'est pas de la théorie du complot ou une sorte de pessimisme. C'est fait de base.

Au cours des 24 derniers mois, le Canada, Chypre, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis, le Royaume-Uni, et maintenant l'Allemagne ont mis en œuvre toute la législation qui leur permettrait d'abord de geler et ensuite de saisir les avoirs bancaires au cours de la prochaine crise.

Avec cela à l'esprit, je veux consacrer du temps à ce qui est arrivé à Chypre, le « bail-in » et ses implications. La raison en est que ce petit pays a fourni au monde un modèle de ce qui va finalement être un phénomène mondial.



Le calendrier (rapidement) pour Chypre fut comme suit :

- 25 Juin, 2012: Chypre demande officiellement un plan de sauvetage à l'UE.
- 24 Novembre 2012: Chypre annonce qu'elle a conclu un accord avec l'UE, un processus de sauvetage, une fois que les banques chypriotes seront examinés par les fonctionnaires européens (estimation approximative du capital nécessaire de 17,5 milliards €).
- 25 Février, 2013: le candidat démocrate Nicos Anastasiades remporte l'élection chypriote en vainquant son adversaire, un communiste anti-austérité .
- 16 Mars 2013: Chypre annonce les termes de son bail-in: la confiscation de 6,75% des comptes au dessus de 100.000 € et 9,9% pour les comptes de plus de 100.000 € ... un jour férié est annoncé.
- 17 Mars 2013: la réunion d'urgence du Parlement pour voter sur le renflouement / bail-in est reportée.
- 18 Mars 2013: Jour férié prolongé jusqu'au 21 Mars 2013.
- 19 Mars 2013: le Parlement de Chypre rejette le projet de loi de bail-in.
- 20 Mars 2013: Jour férié prolongé jusqu'au 26 Mars 2013.
- 24 Mars 2013: limites de trésorerie à € 100 pour les retraits commencent pour les plus grandes banques à Chypre.
- 25 Mars 2013: accord de Bail in conclu. Les déposants avec plus de 100.000 €, soit perdent 40% de leur argent (Bank of Cyprus) ou perdent 60% (Laiki).

La chose la plus importante sur laquelle je veux que vous vous concentriez , c'est la *vitesse* de ces événements.

Les Banques chypriotes ont officiellement demandé un plan de sauvetage en Juin 2012. Les pourparlers de sauvetage a mis des mois à se réaliser. Et puis tout le

ystème a été déséquilibré en un week-end.

Un week-end. Le processus n'a pas été progressif.: Il a été soudain et il était total ; et une fois qu'il avait commencé sérieusement, les banques ont été fermées et on ne pouvait pas sortir votre argent (plus de détails dans un instant).

Il n'y avait eu aucun avertissement que cela était à venir, car tout le monde au sommet de la chaîne alimentaire financière sont fortement incités de garder le silence à ce sujet. Les banques centrales, les PDG des Banques, les politiciens ... tous ces gens se concentrent principalement sur le maintien de la confiance dans le système, et non sur la fixation des problèmes du système. En effet, ils ne peuvent même pas discuter ouvertement des problèmes du système, car il ça révélerait rapidement qu'ils en sont la cause principale .

Pour cette raison, vous ne verrez jamais et je le répète ,jamais, un banquier central, un directeur de la Banque, ou un politicien admettant ouvertement ce qui se passe dans le système financier. Même les cadres intermédiaires et les employés de niveau inférieur n'en parleront pas parce que A) ils ne savent pas la vérité au sujet de leurs institutions ou B), ils pourraient être licenciés pour avoir avertit les autres .

Avec cela à l'esprit, c'est maintenant un bon moment pour se préparer à un risque systémique. Je ne peux pas prévoir précisément quand les choses vont se gâter comme ce fut le cas à Chypre pour le système financier dans son ensemble (personne ne le peut).

Cependant, les signaux sont clairs que les Fédéraux se préparent à quelque chose de grand. Le département du Trésor a ordonné d'avoir des trousse de survie pour les employés des grandes banques ... et la Fed de New York a entamé l'expansion de son bureau satellite à Chicago, au cas où quelque chose d'important se produirait qui forcerait un effondrement du marché. »

Graham Summers , Stratège en chef

Phoenix Capital Research – resistanceauthentique

Les banques commencent à fermer des distributeurs automatiques de billets ...

Blog de la résistance et LesEchos 16 septembre 2015



Depuis les années 2000, les retraits de « cash » au distributeur sont en déclin. – Shutterstock

La fin du cash et le contrôle total de vos flux de capitaux et de votre argent vous en rêviez , les banques sont en tain de le faire . Quel est le vrai problème de fond : l'assèchement des liquidités (trappe à liquidités déflationniste créé par le QE qui ne profite qu'aux initiés aux dépends de l'économie réelle distordue, et assèchement suite au tapering) d'une part, les banques n'ont donc au fond pas trop le choix, d'autant que la plupart sont en réalité d'ores et déjà en faillite ; et la surveillance totale de vos moindres mouvements d'autre part .

Imaginez que même Les constructeurs sont « condamnés » à imaginer des distributeurs sans billets :

Les distributeurs ne représentent plus que la moitié des revenus des constructeurs. Ceux-ci se dotent de nouveaux services.

Les fabricants de distributeurs automatiques de billets (DAB) ont commencé depuis quelques années déjà à faire évoluer leur modèle économique pour s'adapter aux exigences des banques. Les revenus que Diebold ou encore Wincor Nixdorf, deux des trois principaux acteurs du secteur en France avec NCR, tirent de la vente de machines ne représentent ainsi que la moitié environ de leur chiffre d'affaires. Et cette proportion est amenée à se réduire sensiblement dans les prochaines années au profit de la fourniture de nouveaux services, **note les échos.**

Pourquoi les gouvernements détestent l'argent liquide :

« La raison invoquée par nos dirigeants pour supprimer le cash est de maintenir la société à l'abri des terroristes, des fraudeurs, des blanchisseurs d'argent, des cartels de la drogue et autres méchants réels ou imaginaires.

Le vrai but de la multiplication de ces lois est de forcer les citoyens à faire des paiements via le système financier. Cela permet aux gouvernements de développer leurs capacités d'espionnage, de garder

une trace des transactions financières les plus privés de leurs citoyens, et de traire leurs citoyens du dernier euro de paiements d'impôts prétendument dus ».

[\(pétition contre la société sans cash\)](#)

Mais puisqu'on vous dit que TOUT VA BIEN ! C'est la reprise ! Z

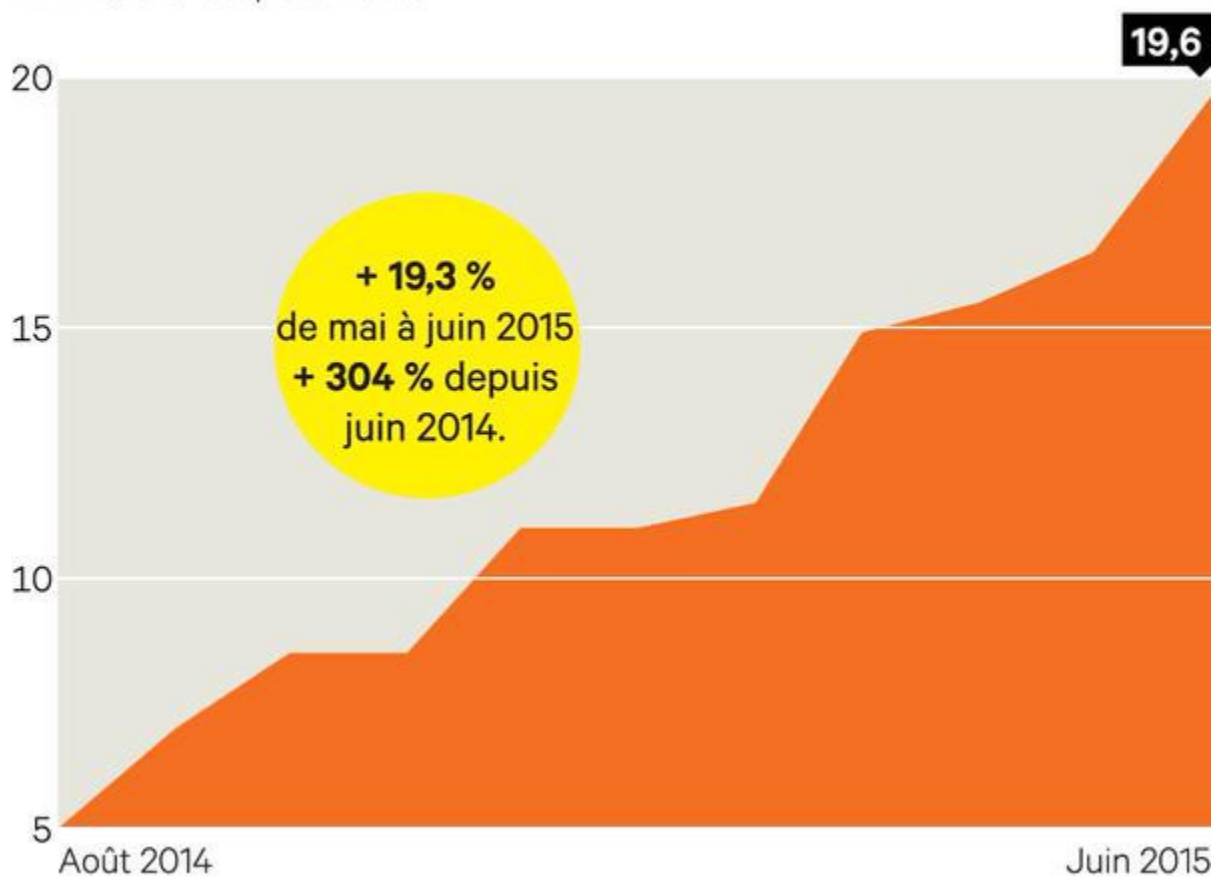
Les banques commencent à fermer des distributeurs automatiques de billets

Après la flambée des années 2000, le parc d'automates bancaires stagne. Le besoin de « cash » diminue avec la hausse des paiements par carte.

Une disparition progressive du « cash » est-elle amorcée ? Après avoir massivement doté leurs agences de distributeurs automatiques de billets (DAB) depuis la fin des années 1980, les banques françaises commencent à faire marche arrière. *« Le pic de la politique d'équipement en DAB a été atteint à la fin des années 2000 et nous assistons depuis à une inversion de tendance, constate Didier Cocheteau, le directeur des paiements du groupe BPCE. En effet, les retraits de billets dans les automates ne progressent plus. Le besoin de cash diminue parce que les paiements par carte bancaire progressent, notamment avec le développement du sans-contact, qui permet de payer par carte à partir du premier euro. »*

Le boom des paiements sans contact limite le cash

En millions de paiements



SOURCES : AFSCM, GIE CB

BPCE mesure déjà ce recul auprès de ses clients commerçants, qui remettent moins de cash à leur agence, parce que leurs propres clients paient moins en liquide. Entre la mi-2014 et la mi-2015, ces entrées de fonds dans les agences du groupe ont ainsi reculé de 2,5 %. BPCE va donc proposer prochainement à ses réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne de réduire leurs parcs lorsque le taux d'utilisation des DAB n'est pas suffisant. « *Par exemple, les agences qui disposent aujourd'hui de 3 à 5 DAB devraient ne conserver que deux automates. Nous pourrions ainsi en supprimer quelques dizaines* », précise Didier Cocheteau.

Le seuil de rentabilité s'est dégradé

Dans les caisses du Crédit Agricole, les retraits d'espèces perdent aussi doucement du terrain. En 2014, le groupe a enregistré une baisse de 0,2 % des retraits à ses distributeurs automatiques. L'année passée, le Crédit Agricole Alpes-Provence a même vu le nombre de retraits décrocher de 2,7 %.

Cette baisse de la « fréquentation » des DAB se combine à des exigences réglementaires de sécurité coûteuses. Si bien que le seuil de rentabilité des automates s'est dégradé. « *Celui-ci est passé d'environ 3.500 à 3.000 retraits par mois à 4.000 voire 4.500 retraits par mois ces dernières années* », indique Yann Lhuissier, directeur général adjoint développement du Crédit Agricole Alpes-Provence.

Dans ce contexte, le système de commission interbancaire de retrait moins favorable n'est pas sans conséquence. Pour mémoire, ces commissions perçues par les banques lorsque les clients de leurs concurrentes retirent de l'argent à leur DAB ont été abaissées à 0,57 euro fin 2011, contre 0,72 euro auparavant. « *Cette baisse de revenus a encouragé les banques à reconsidérer l'installation de DAB dans leurs nouvelles agences. Avant, le DAB était indispensable pour attirer les clients, aujourd'hui ce n'est plus forcément le cas lorsque le nouveau concept d'agence est suffisamment novateur* », explique Joel Nadjjar, associé chez Kurt Salmon.

Toutefois, les banques mutualistes disent vouloir maintenir « *un niveau de service* » partout sur le territoire. « *Dans les régions isolées, au-delà de l'implantation de DAB, nous privilégions aussi l'installation de points de retrait chez des commerçants ou la mise en place de DAB légers dans les supermarchés par exemple* », explique Yann Lhuissier. Une stratégie que La Banque Postale pratique déjà à travers ses relais poste installés chez les commerçants ou ses agences postales communales qui dépannent ses clients qui veulent retirer des espèces.

Trois tendances de fond

Des distributeurs plus sécurisés

Le « skimming », qui consiste à introduire dans le distributeur de billets un équipement capable de copier les données contenues sur la piste magnétique de la carte bancaire, représente la fraude la plus répandue et cause au niveau mondial des pertes estimées à plus de 1 milliard d'euros. Pour y parer, Diebold a développé un système de lecture de la carte bancaire dans le sens de la largeur. Opérationnel en Suisse, en Afrique et en Russie, ce système devrait être déployé en 2016 en France dans les automates de plusieurs grandes banques.

Les automates s'adaptent aux nouveaux usages

Les constructeurs développent des solutions logicielles permettant de retirer de l'argent au distributeur sans avoir à sortir sa carte. Dans son application bancaire, une fois authentifié par un code, le client sélectionne la fonction de retrait et choisit un montant. Son téléphone génère alors un code-barres 2D (QR Code), qui, une fois scanné par le lecteur dédié de l'automate, déclenche la distribution de billets. Un concept similaire permet d'envoyer de l'argent à un proche. Wincor Nixdorf teste la première solution dans 3 banques françaises pour un déploiement en 2016.

Quand l'automate se transforme en minibanque

Les constructeurs de distributeurs se positionnent comme partenaires des banques pour les accompagner dans leur transformation digitale. Diebold a ainsi développé, pour la banque islamique Al Rajhi Bank, un automate multitâche permettant tout à la fois d'ouvrir un compte, d'éditer une nouvelle carte bancaire ou même un chéquier, ou, encore, de dialoguer avec un conseiller spécialisé par vidéoconférence. Déployé dans des zones rurales reculées en Arabie saoudite, ce kiosque intéresserait aussi des banques mutualistes en France.

[Les Echos](#) – [resistanceauthentique](#)

Wall Street l'arme au pied

Bruno Bertez 16 septembre 2015

Wall Street reste l'arme au pied Les investisseurs affichent leur prudence avant la décision monétaire de la Fed, attendue demain soir. Le DJIA prend actuellement 0,09% à 16.615 pts, alors que le [Nasdaq](#) consolide de 0,17% à 4.853 pts. Le

S&P500 grappille 0,1% à 1.979 pts.

L'actualité entreprises est contrastée, avec un gros plan social chez HP, un avertissement de [FedEx](#) sur les résultats, mais aussi quelques belles annonces de fusions et acquisitions (rapprochement [Dentsply](#) / **Sirona** ou encore intentions déclarées d'[Anheuser-Busch InBev](#) concernant **SABMiller**)...

L'indice américain des prix à la consommation du mois d'août 2015 a reculé de 0,1% en comparaison du mois antérieur, assez proche du consensus des économistes de la place. Hors alimentation et énergie, le CPI a progressé de 0,1%, également en ligne avec les attentes du consensus. Le CPI global ressort en augmentation de 0,2% sur un an, tandis qu'il grimpe de 1,8% hors alimentaire et énergie.

L'indice du marché immobilier américain de la National Association of Home Builders pour le mois de septembre 2015 est ressorti à 62, contre 61 de consensus de place et 61 un mois auparavant. L'indice est ressorti robuste tout au long de l'année, reflétant une offre limitée dans le neuf aux États-Unis.

D'après le dernier rapport hebdomadaire dévoilé par le Département à l'Énergie américain, les stocks commerciaux de brut, hors réserve stratégique, ont baissé de 2,1 millions de barils lors de la semaine close au 11 septembre, à 455,9 millions de barils. Les stocks d'essence ont eux augmenté de 2,8 millions de barils. Enfin, les stocks de produits distillés (gazole et fioul de chauffage) ont progressé de 3,1 millions de barils.

La réunion monétaire de la Fed débute ce jour. Le communiqué monétaire de la Banque centrale américaine sera diffusé demain soir à 20 heures, avec les prévisions économiques de la Fed.

La conférence de presse de Janet Yellen se tiendra à 20h30.

La dernière hausse des taux aux États-Unis remonte à 2006...

[Dans la peau de Janet Yellen](#)

17 sept 2015 | [Bill Bonner](#) | [LA Chronique Agora](#)

▪ Nous en revenons à la pauvre Janet Yellen. C'est le jour J. Dans quelques heures, une bonne partie du monde aura les yeux fixés sur la Fed et sa présidente. La Fed a quasiment promis de rendre la vue aux aveugles et de faire marcher les paralytiques. Elle affirme qu'elle — et elle seule — est capable d'améliorer l'économie américaine et, par extension, toute l'économie mondiale. Les gens gagneront plus d'argent grâce à la Fed, et ils auront à craindre moins de calamités financières comme celles qui se sont produites avant que la Fed ne soit mise en

place en 1913.

Dans l'inconscient populaire — s'il existe — on croit également que la Fed "ne permettra pas" un grand marché baissier parce que "ce serait mauvais pour l'économie".

La Fed contrôle la totalité du monde du commerce, de la finance et de l'investissement.

Janet Yellen contrôle la Fed.

Mais qui contrôle Janet Yellen ?

Oui, le poids de ces affirmations et promesses extravagantes repose désormais sur une seule femme — Janet Louise Yellen, de Brooklyn, NYC.

Pendant ses heures de travail, Mme Yellen garde la tête haute et parle le jargon embrouillé d'une économiste ordinaire. Mais pendant la nuit, tard, après s'être tournée et retournée dans son lit, ses pensées doivent se concentrer. Par intervalles de terreur pure, elle doit voir la position impossible dans laquelle elle a été mise.

Les prix sont fixés par les marchés, pas par des bureaucrates **▪ Monologue nocturne**
"Comment suis-je censée savoir à quel prix le crédit devrait être ? C'est impossible, évidemment. Les prix sont fixés par les marchés, pas par des bureaucrates. Quand on essaie de faire autrement, on se retrouve toujours avec un beau gâchis.

Et pourtant, me voilà. J'ai une responsabilité. Je suis à la tête du plus grand cartel bancaire au monde. Je suis chargée — par la loi — de faire quatre choses (je le sais parce que je l'ai lu sur le site internet de la Fed ce matin) :

- Mener la politique monétaire du pays en agissant sur la devise et les conditions de crédit dans l'économie avec pour objectifs le plein emploi et la stabilité des prix.
- Superviser et réglementer les banques et autres institutions financières importantes afin d'assurer la sécurité et la santé du système bancaire et financier de la nation, et protéger les droits au crédit des consommateurs.
- Maintenir la stabilité du système financier et contenir les risques systémiques qui peuvent apparaître sur les marchés financiers.
- Fournir certains services financiers au gouvernement US, aux institutions financière US et aux institutions officielles étrangères, et jouer un rôle majeur dans le fonctionnement et la surveillance des systèmes de paiement du pays.

Je ne devrais pas me poser de questions. Je devrais juste faire mon job. Le plein emploi. Oui... je crois qu'on est en bonne voie. Des prix stables ? D'où ça vient,

ça ? Je ne savais pas que c'était là. Là, aucun doute, on y est. Les prix sont plus stables qu'on le voulait. On visait 2% d'inflation. Va comprendre.

▪ L'emploi en doute

Bon, si l'économie est en aussi bonne santé que je le dis, elle ne sera pas perturbée par une augmentation d'un quart de point. Si elle n'est pas en aussi bonne santé... et si la hausse des taux la met dans tous ses états... eh bien c'est que ces sept longues années de taux zéro n'ont rien fait pour elle ; autant les augmenter, non ?

Il faudra probablement encore deux ans avant que les Etats-Unis atteignent le plein emploi Attendez... peut-être que le marché de l'emploi n'est pas aussi sain qu'on me l'a dit. Mon ancien assistant, Andy Levin, radote chez Bloomberg :

Il faudra probablement encore deux ans avant que les Etats-Unis atteignent le plein emploi, quoi qu'en disent les statistiques du chômage et ce qu'en pensent les responsables de la Réserve fédérale.

Tel est en tout cas le point de vue d'Andrew Levin, autrefois conseiller spécial de l'ancien président de la Fed Ben S. Bernanke et de Janet Yellen, vice-présidente à l'époque, entre 2010 et 2012. 'Nous ne sommes même pas encore proches du plein emploi, a-t-il déclaré dans un entretien.

Des millions d'Américains travaillant à temps partiel accepteraient un poste à temps plein s'ils en trouvaient un. Et de nombreux autres sortis du marché de l'emploi pourraient y retourner s'ils avaient le sentiment qu'ils avaient une chance de trouver un poste.

Dans l'ensemble, Levin estime que cela se monte à 2,2% de la main-d'oeuvre potentielle, soit l'équivalent de 3,5 millions d'emplois à plein temps environ. Quand bien même ce chiffre est en baisse par rapport aux 7,8% atteints fin 2009, il est tout de même plus élevé que la moyenne de 2% en vigueur depuis 1994. Et il est bien supérieur au taux de 1,1% qui régnait en juin 2004, lorsque la Fed a commencé à augmenter les taux.

Et tous ces clowns à la télé, expliquant pourquoi je devrais ou ne devrais pas... pourquoi je vais le faire... pourquoi je ne le ferai pas. L'un me dit que le taux de chômage n'est pas aussi bon qu'il le semble. Un autre me dit que la Chine est en route vers une sérieuse dépression. Un autre encore s'inquiète du ralentissement du commerce mondial...

Un dit d'accélérer. Un autre de ralentir. Ils croient que j'ai une sorte de machine sous la main : il suffirait d'appuyer sur l'accélérateur et l'économie partira en trombe. Mais si c'était réellement le cas, j'aurais mis le pied au plancher il y a longtemps. Ca ne marche pas comme ça...

Peut-être qu'on n'obtient pas la stabilité, le plein emploi, la sécurité et ainsi de suite en tirant sur des leviers et en tournant des boutons

▪ Une erreur dans le choix de carrière ?

Et... oh non... peut-être que le principe même est faux ! Peut-être que je n'ai pas lu la description de poste assez attentivement. Peut-être qu'on n'obtient pas la stabilité, le plein emploi, la sécurité et ainsi de

suite en tirant sur des leviers et en tournant des boutons. Peut-être qu'être banquier central n'est pas du tout comme être mécanicien. Peut-être que c'est plus comme être juge.

Les juges n'ont pas besoin de trouver ces nouveaux outils du genre de l'assouplissement quantitatif. Ils ne sont pas censés utiliser des méthodes non-conventionnelles. On n'attend pas d'eux qu'ils améliorent le monde, bon sang. Les juges sont simplement censés appliquer la loi et arriver au même jugement demain que celui qu'ils ont fait hier. La principale caractéristique du rôle d'un juge, c'est l'absence d'innovation. On tue quelqu'un, le juge vous condamne. Facile.

Les juges n'ont pas le monde entier qui les regarde... anticipant leur prochaine décision ; leur prochaine décision est censée être exactement la même que la précédente. Ils n'ont pas non plus besoin de se soucier de ce qui arrivera une fois le jugement rendu. Leur travail consiste simplement à rendre le bon jugement... à chaque fois... comme la fois précédente.

C'est peut-être ainsi que les banques centrales sont censées fonctionner aussi. Ce n'est pas à moi de me soucier des rigolos qui ont parié sur des taux bas. Pourquoi est-ce que je m'inquièterais de la baisse de leurs actions ? Mais attendez... si elles baissent trop... et trop vite... on pourrait avoir... eh bien... une situation sur les bras. Et elle pourrait se transformer en un très gros gâchis... le plus gros gâchis de l'histoire du monde.

Oh là là... On est déjà le matin ?"

LA GLOBALISATION POUR LE PIRE

par François Leclerc 16 septembre 2015

L'achèvement de la globalisation financière confirmé, celui de l'économie l'est tout autant. Mais les deux ne se présentent pas sous leur plus beau jour. A la faveur

de la crise entamée en 2008, la première a montré à quel point l'activité financière était devenue mondialisée pour le pire quand l'occasion s'en présentait, la seconde, longtemps encensée pour ses bienfaits, est arrivée au terme de ses exploits.

De manière symptomatique, les interrogations se multiplient à propos du crédit à apporter aux statistiques chinoises, et en particulier au chiffre miracle sur lequel l'attention est concentrée : celui de la croissance. Rien de nouveau pour les spécialistes en vérité – ils savent à quoi s'en tenir – mais cela illustre la généralisation d'une profonde inquiétude sur la brutalité de l'atterrissage chinois, ainsi que sur sa durée. Ce dont les nouvelles prévisions de l'OCDE, qui viennent d'être rendues publiques, rendent compte en faisant part de « doutes grandissants sur les perspectives de croissance potentielle à moyen terme aussi bien dans les économies avancées qu'émergentes ».

Signe de l'étroite interconnexion mondiale de l'activité économique, les canaux de propagation de la chute de la croissance chinoise sont multiples, pas toujours discernables, rendant ses conséquences difficiles à prévoir. Problème : il était compté sur celle-ci pour *tirer* la croissance mondiale. Rapportée à la crise dans sa version européenne, l'un de ces canaux n'attire pas assez l'attention. Un mouvement massif de *carry trade* inverse accompagne la crise brutale des pays *émergents* qui subissent le contrecoup de la baisse du prix des matières premières, en raison de la chute de la demande chinoise, ainsi que celle plus générale du commerce mondial. En termes moins jargonnant, cela signifie que les capitaux refluent brutalement des pays *émergents* où ils s'étaient rendus à la recherche de rendement. On parle d'un montant de mille milliards de dollars, ce qui donne l'ordre de grandeur des grands flux de capitaux dans un monde financier hypertrophié et une idée des dégâts qu'ils peuvent causer.

Mais une question s'impose : n'y aurait-il pas des capitaux européens en quantité dans ce mouvement, et ceux-ci n'auraient-ils pas été investis sur le marché boursier américain florissant plutôt que de les rapatrier ? Dans ce cas, les investisseurs européens joueraient à la roulette en attendant la décision de la hausse des taux de la Fed, accentuant la sensibilité européenne à un marché américain instable. Plus grave, ces capitaux feraient défaut à toute relance de l'économie européenne, et celle-ci resterait tributaire de la demande extérieure pour se refaire, au moment même où elle flanche !

La stratégie européenne réaffirmée contre vents et marées n'avait pas besoin de ce nouveau coup du sort.

Perdu dans une forêt de billets gratuits



Adrian E. Ash
Bullion Vault

Publié le 16 septembre 2015

Les marchés ne distinguent plus l'arbre du reste de la forêt.

La Grande dépression a vu les taux d'intérêt britanniques chuter en 1931 vers ce qui était alors un niveau bas record de 2% par an.

Les taux sont restés ainsi pendant les 25 années suivantes.

Donc même après 81 mois de dollars US (la première devise du monde) n'offrant aucun intérêt sur les dépôts de court terme, demain nous pourrions être loin d'une hausse. Toute sorte de taux de rendement significatif pourrait alors bien être retardée à nouveau.

Les banquiers centraux sont bien sûr aussi perdus que le reste d'entre nous.

L'assouplissement quantitatif fonctionne et est efficace dans bien des aspects, a indiqué le vice-président de la Banque centrale européenne, Vítor Constâncio. Sans aucun doute, pourrais-je répondre avec un peu de conviction et beaucoup de cynisme.

La hausse des prix des actions [grâce au QE et aux taux à zéro] a un effet positif économique, a ajouté Ewald Nowotny, un autre dirigeant de la BCE.

Quoi qu'il en soit, ils sont tous les deux d'accord avec Peter Praet à la BCE concernant l'inflation qui s'est empirée, ce qui veut dire pour eux qu'elle est trop basse. Ceci augmente la valeur de la dette plutôt que de l'éroder, comme le disent les banquiers centraux qui pensent que ce serait le mieux.

Au Royaume-Uni, l'inflation est devenue plate à 0% en août, apprenons-nous mardi. Les révisions des chiffres de la zone euro indiquent aujourd'hui que l'inflation a ralenti le mois dernier pour atteindre les 0,1% par an. Les chiffres US seront publiés plus tard, mais personne ne s'attend à un énorme bond.

La monnaie bon marché ou gratuite est ici pour longtemps. Pourquoi l'or et l'argent ne bondissent pas en réponse à cet état de fait. Voir l'arbre qui se cache derrière la forêt est devenu trop difficile pour les marchés financiers.

Attiré par la forêt noire et dense où l'argent (mais pas la croissance) pousse sur les arbres, les marchés suivent un sentier où les billets sont semés par les banquiers centraux depuis 2007. Maintenant ils ne sont que plus confus par tous ces cris et échos s'ils vont ou pas augmenter les taux, d'un quart de pourcent, si ce n'est d'un huitième.

Et si les marchés réalisaient que les banques centrales les ont non seulement menés là où ils sont, mais aussi ne savent pas comment s'en sortir ?

Au même titre qu'une hausse des taux, cependant, cette réalisation pourrait bien prendre un bon moment. Le Japon a maintenu ses taux nuls et a imprimé pendant presque deux décennies une forêt amazonienne de billets de banque dans le cadre de son QE. Jusqu'ici, les investisseurs et les épargnants font toujours confiance en la Banque du Japon et en la devise nationale, le yen.

Standard & Poor's abaisse d'un cran la note du Japon à A+

BusinessBourse et LaPresse Affaire, Le 17 septembre 2015

[Je trouve la note encore beaucoup trop élevée : il devrait être à ccc-, la note qui va avec un déficit de 250%. Mais c'est pour bientôt.]



L'agence de notation financière Standard & Poor's a dégradé mercredi d'un cran la note souveraine du Japon, jugeant que «la solidité financière du pays avait continué à se dégrader» malgré «les débuts prometteurs» de la stratégie de relance «Abenomics».

L'archipel voit son appréciation rétrogradée de «AA-» à «A+», note assortie d'une perspective stable, ce qui signifie que S&P ne prévoit pas de la modifier dans les mois à venir.

L'agence emboîte ainsi le pas à Fitch et Moody's qui ont également dégradé ces derniers mois la note de la dette à long terme du Japon – désormais loin de la prestigieuse note «AAA» perdue en 1998 -, jugeant le programme du gouvernement conservateur de Shinzo Abe insuffisant pour assainir les finances publiques d'un pays surendetté et vaincre la déflation.

«Nous pensons que la probabilité d'une reprise économique suffisamment forte pour assurer une solidité financière correspondant à notre précédente évaluation a diminué», a déclaré S&P dans un communiqué.

L'agence de notation fait remarquer que le revenu par tête d'habitant est

descendu à 36 000 dollars en 2014 après avoir été proche de 47 000 dollars en 2011. «En plus d'une forte dépréciation du taux de change du yen par rapport au dollar, cela reflète également la faiblesse de la croissance économique moyenne pendant cette période et une tendance persistante à une inflation faible».

«Notre notation du Japon fait la part des choses entre d'une part une position extérieure solide, une économie relativement prospère et diversifiée, la stabilité des systèmes politique et financier et d'autre part, *une situation budgétaire fragile exacerbée par le vieillissement de la population et une déflation persistante*».

S&P constate que *«la dépense publique continue de croître en partie en raison de la hausse des dépenses de sécurité sociale»*, tandis que *les recettes de l'État ont été déprimées par les effets de la crise financière de 2008 et du grand tremblement de terre de 2011.*

L'agence met cependant en exergue «l'efficacité institutionnelle» du Japon, «facteur clé soutenant la note souveraine», sa «société homogène et sa cohésion sociale», un «fort respect de la loi et une circulation libre de l'information» qui, selon elle, «facilitent la mise en oeuvre des politiques».

Le maintien d'un excédent de la balance des transactions courantes, «malgré la baisse du taux d'épargne des ménages qui accompagne le vieillissement de la population», est également un plus.

La dette nipponne, héritage de plans de soutien massifs lancés par le gouvernement après l'éclatement d'une bulle financière au début des années 1990, s'élève à plus d'un million de milliards de yens (plus de 7400 milliards d'euros), soit plus de 200% du produit intérieur brut (PIB).

Mais à la différence de la Grèce, la dette est, à plus de 90%, détenue par des investisseurs japonais, en particulier par la Banque du Japon qui a fortement amplifié en avril 2013 son programme de rachat d'actifs, au premier rang desquels figurent des obligations d'État.

Source: affaires.lapresse.ca

Un scénario raisonnable

Bruno Bertez 16 septembre 2015

Ecofi Investissements estime que le cycle de dévaluation du yuan chinois n'est pas terminé et s'attend à de nouvelles baisses de la devise. La société de gestion estime

d'abord que le pays va être confronté à une croissance de son économie sans doute plus lente que ce qui a été annoncé. « Le ralentissement est sans doute plus prononcé que le rythme de croissance affiché, d'où les trois dévaluations surprises en série du yuan », constatent les gérants.

Ensuite, « la résurgence du spectre de la déflation au Japon devrait obliger la Banque centrale à augmenter sa stimulation monétaire déjà conséquente, entraînant à nouveau le yen à la baisse et accentuant ainsi la « guerre des changes » ».

Enfin, pour Ecofi Investissements, « avec la baisse de ses réserves de change, la Banque de Chine devrait rencontrer des difficultés à contrôler l'évolution de son taux de change. »

Dans ce contexte, les difficultés des pays émergents pourraient s'aggraver. « Dans le sillage de cette dépréciation, et en écho à des perspectives en berne et à l'écroulement des matières premières, plusieurs devises émergentes ont plongé, soit à la suite de la fuite de capitaux, soit par l'intervention de la banque centrale.

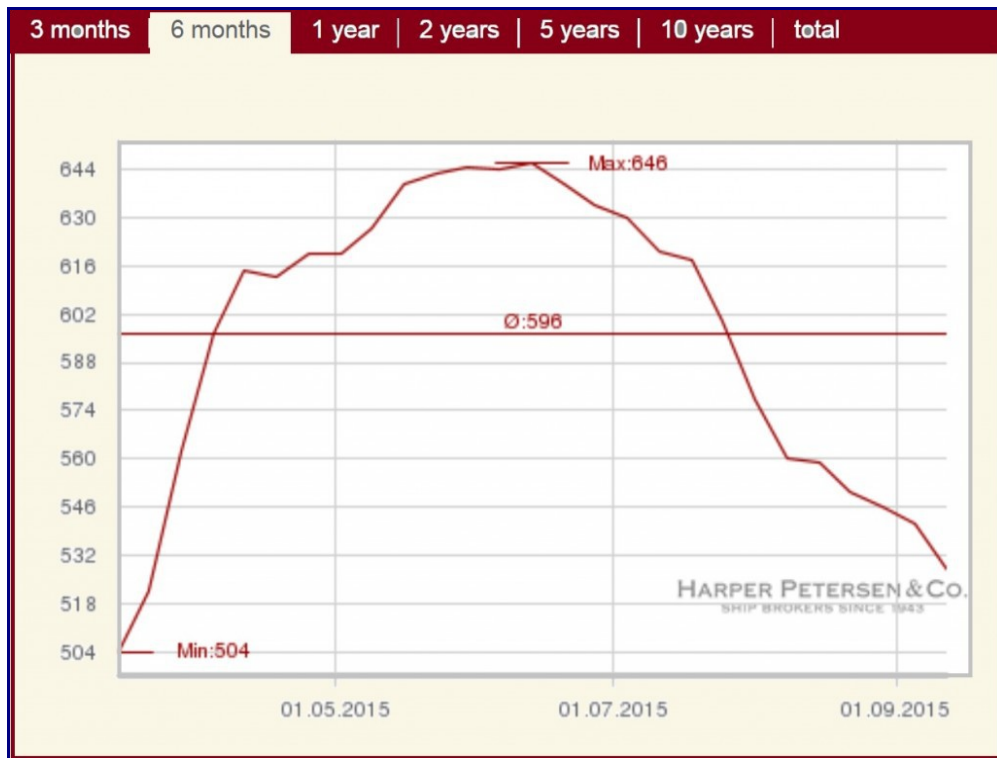
L'appréciation du dollar qui en résulte et l'imminence de la première hausse de taux en 9 ans aux États-Unis risquent d'obstruer les perspectives de l'économie mondiale étant donné les quantités titanesques de dettes libellées en dollars détenues par le monde émergent », notent les experts d'Ecofi Investissement.

Ces derniers maintiennent tout de même leur scénario d'un « atterrissage en douceur » grâce à une croissance américaine robuste et une amélioration notable de la situation en Europe.

Ralentissement du taux d'occupation des porte-conteneurs !

Qui perd gagne Posted on 16 septembre 2015

Le créateur de cet indice est l'affréteur Harper Petersen Royaume-Uni.



Court terme



Long terme

Le Harpex ne fait l'objet d'aucun échange sur un marché de sorte que son niveau

est sensé refléter de manière exacte le taux d'occupation des porte-conteneurs en produits finis.

Quand l'économie va bien, l'augmentation des échanges de marchandise permet au taux d'occupation des porte-conteneurs de remonter assez nettement.

Malheureusement cet indice a brutalement interrompu son mouvement haussier, pour replonger !

L'Europe et les migrants : de la charité avec l'argent des autres à la guerre avec le sang des autres

17 sept 2015 | [Simone Wapler](#) | La Chronique Agora

▪ L'Europe se déchire au sujet des migrants-réfugiés. Les accueillir, les répartir, les refouler... L'immigration est-elle une chance, un boulet, une menace ? Ne vous méprenez pas : ce clivage est-ouest est plus important que le clivage nord-sud et menace encore plus l'Europe et l'euro.

Tout libéral ne peut-être que pour la libre circulation des bipèdes et de leur argent. Ceci fait partie des "droits naturels" : sécurité, liberté, propriété. Pour un humaniste libéral :

*Il n'y a pas de liberté
ou de propriété sans
responsabilités*

Il n'y a pas de dignité humaine sans liberté.

Il n'y a pas de liberté sans droit de propriété.

Il n'y a pas de liberté ou de propriété sans responsabilités.

Ces droits de liberté et propriété, inhérents à la nature humaine, sont supérieurs à tout droit national plus étiqué et même parfois injuste.

"Pour le dire dans les termes qu'emploie Saint Thomas d'Aquin, une loi injuste est une loi humaine qui ne plonge pas ses racines dans la loi naturelle et éternelle. Toute loi qui élève la personne humaine est juste. Toute loi qui la dégrade est injuste. Toute loi qui impose la ségrégation est injuste car la ségrégation déforme l'âme et endommage la personnalité". Martin Luther King

"Le point de départ d'une réflexion libérale sur l'immigration consiste à reconnaître la liberté d'émigrer et la liberté d'immigrer comme un droit de l'homme fondamental. Comment pourrait-on défendre le libre-échange, c'est-à-dire la libre circulation des marchandises et s'opposer par la force au libre mouvement des hommes? Ainsi, les barrières à l'entrée dans un pays — les interdictions d'entrée, les quotas d'immigration ou même la simple obligation de détenir un passeport et

un visa — constituent une atteinte aux droits légitimes des gens". Pascal Salin

Quand on accueille les gens, encore faut-il pouvoir le faire dignement. L'hospitalité coûte. Quoique... Les économistes sont divisés sur ce sujet. Et le media qui en parle le plus est *Le Temps*, l'équivalent suisse du *Monde*.

"Les réfugiés sont considérés comme un 'fardeau' par Sarah Leah Whitson, directrice de l'ONG Human Rights Watch pour le Moyen-Orient et l'Afrique et par le travailliste David Miliband, ex-secrétaire d'Etat britannique aux affaires étrangères, selon le Washington Post. Tous deux plaident pour les accueillir pour des raisons morales et politiques. Mais ils occasionneraient davantage de coûts économiques que de gains. Giovanni Peri, professeur à l'Université de Californie, rejette ce raisonnement. Avec Mette Foged de l'Université de Copenhague, l'économiste américain démontre l'effet positif du flux de réfugiés peu qualifiés au Danemark de 1995 à 2008. Les salaires danois des régions qui ont accueilli les réfugiés, principalement bosniaques, augmentent plus vite que ceux des autres régions".

Emmanuel Garessus, *Le Temps*

▪ Qui paye ?

Intéressant de voir que les Suisses, qui jouissent d'un régime qui se rapproche le plus de l'idéal démocratique, ont moins d'inhibitions sur ce sujet que les Français qui revendiquent la paternité des Droits de l'homme. Mais me direz-vous, pouah, tout ceci n'est qu'une approche économiste et mercantile du sujet. On ne parle pas du fond, des "valeurs".

Oui.

Ceux qui aiment bien racoler avec l'émotion évitent soigneusement les aspects pratiques. Irresponsables, ils pensent que "l'argent des autres" est une mine inépuisable. Ce n'est pas le cas. L'Allemagne, dont les comptes publics ne sont pas en déficit et qui commence à rembourser sa dette publique, a dégagé un budget d'urgence de six milliards d'euros. Autant d'économies seront faites ailleurs. Chaque citoyen allemand va donc renoncer à quelque chose pour accueillir ces réfugiés peut-être migrants. L'accueil implique une responsabilité et un effort. Qui paye est — n'en déplaise à ceux qui aiment bien se balader avec leurs émotions en bandoulière sur les plateaux télé — un point important.

Il y a une différence entre la "solidarité" et la "fraternité". La différence entre la "solidarité" et la "fraternité"

solidarité est une fausse charité distante, payée par l'argent des autres qui ne coûte donc rien à ses nombreux promoteurs en général irresponsables des conséquences de leurs décisions. La fraternité, qui s'adresse à son prochain, engage une responsabilité. En France 70% de l'impôt sur le revenu est payé par 10% des contribuables.

La crise économique et financière n'est pas terminée, "l'argent des autres" se fait plus rare et les décisions plus difficiles. Mais les grands planificateurs fuient en avant dans l'inconnu, ou plutôt dans un schéma hélas trop connu. Après le constat d'échec patent des tripatouillages monétaires, plutôt que d'assumer ses responsabilités, il faut trouver autre chose. La démocratie apportée par bombardiers paraissait une bonne idée. Hélas, l'après-vente laisse à désirer, [comme le remarquait h16](#).

L'ultime plan de relance a toujours été la guerre. La croissance des Trente Glorieuses que chérit la France n'est rien d'autres que la reconstruction de l'Après-guerre. Le *New Deal* de Roosevelt n'a jamais mis fin à la Grande Dépression, comme en témoigne l'évolution du taux de chômage américain entre 1930 et 1940. C'est la guerre qui a permis de renouer avec la croissance.

Dans ces conditions, ne vous étonnez pas de subir l'influence de la prolifération des va-t-en-guerre. Après l'échec de la charité avec l'argent des autres, voici venu le temps de passer au combat avec le sang des autres. Un récent sondage montrait ainsi que 58% des Français étaient favorables à une intervention au sol en Syrie. Une "guerre contre personne" puisque Daech n'est pas un Etat. Une guerre menée sur un territoire étranger, avec le sang des autres. Mais une armée de métier, c'est fait pour ça non ? Soyez donc généreux avec le sang des autres, c'est si facile ! Qu'il coule à flot, pourvu que vous vous achetiez ainsi une bonne conscience et même, sait-on jamais, de la croissance.

L'argent des autres, le sang des autres... Peu importe, le problème revient à la responsabilité : qui ne paye pas de sa personne, qui ne sacrifie pas de sa propriété est irresponsable.

Pour ceux qui souhaiteraient poursuivre leur réflexion sur ce sujet brûlant et clivant :

[Le texte de Pascal Salin](#)

[Un papier de Charles Gave](#)

Et [les conseils financiers](#), me direz-vous, je ne suis pas abonné à cette Chronique pour lire des divagations politiques !

Oui, bien sûr, j'oubliais...

Eh bien disons que les "valeurs" ont un prix. Le prix du sang, le prix de la mort, le prix en sacrifices et le prix en argent. Si elles n'avaient aucun prix, ce ne serait pas des vraies valeurs, n'est-ce pas ?

Une tartine de Fed

Rédigé le 17 septembre 2015 par Cécile Chevré | La Quotidienne d'Agora

Cher lecteur,

Ah... cher lecteur... nous y sommes enfin, à ce fameux jeudi 17 septembre qui doit nous en dire plus sur les intentions de la Fed. Janet Yellen s'exprimera ce soir à 20h, heure française.

Ce matin, en tartinant mes tartines (pléonasme), je me disais qu'après tout ce foin, tous ces articles parus sur le sujet (*mea maxima culpa* !), toute cette attention, toutes ces craintes, tous ces espoirs, cela serait très intelligent de la part de la Fed de ne pas relever ses taux aujourd'hui mais au cours de la prochaine réunion de la Fed, en octobre prochain.

Cela serait vraiment très intelligent. Personne n'a envie de revivre dans un mois cette frénésie anticipatrice que nous venons de subir. Nous avons épuisé toutes nos réserves de réflexions, hypothèses et scénarios. Cette réunion de septembre nous a littéralement rincés. Les journalistes sont des êtres humains comme tous les autres, ils finissent par se fatiguer de mouliner les mêmes informations. Et là je peux vous dire que vous comme moi en avons soupé de la Fed et de ses fichue taux.

Observez le traitement médiatique de la Grèce. Presque plus personne ne parle du pays et de ses problèmes de dettes (ce qui me fait penser qu'il faut que je vous en reparle un peu). Non pas que les dettes se soient évaporées, non pas que le pays ait le moyen de faire face à ces prochaines échéances de remboursement, non pas que les élections qui approchent soient déjà pliées... Les problèmes de la Grèce sont toujours les mêmes mais nous avons largement épuisé notre capacité d'attention à leur sujet. La Grèce pourrait sortir de la Zone euro, cela se ferait dans l'indifférence générale.

Il y a donc fort à parier que quand approchera la réunion d'octobre de la Fed, marchés et commentateurs se tiennent cois, offrant ainsi à la Fed une occasion en or pour remonter tranquillement (ou presque) ses taux.

Que pensez-vous de ce scénario ?

En tout cas, rassurez-vous, la Quotidienne du jour ne va pas être une nouvelle consacrée à la Grèce mais à un tout autre sujet. Un sujet que j'affectionne en plus :

celui de l'énergie solaire. Comme vous l'explique Sean Brodrick, la chute du cours des matières premières pourrait s'avérer une excellente nouvelle pour les producteurs de panneaux solaires. Ajoutez à cela les investissements massifs dans le secteur du renouvelable que cela soit en Chine ou aux Etats-Unis, et vous obtenez de bonnes raisons de vous intéresser aux dérivés d'Amon-Rê.

Bonne lecture, et à demain pour le débrief des annonces de la Fed.

La puissance de la déflation

Marc Fiorentino Morning Zapping 17 septembre 2015

Cela fait 7 ans.

7 ans que la crise des subprimes a ébranlé la croissance économique mondiale.

7 ans que les banques centrales inondent le monde d'argent à zéro pour cent d'intérêt.

Et pourtant toujours aucun signe d'inflation dans les pays développés. Aucun. C'est stupéfiant.

Et c'est le signe de la puissance des forces déflationnistes qui transforment l'économie mondiale.

LA FED, ON S'EN FOUT

Bien évidemment tout le monde attend ce soir la décision de la Banque Centrale Américaine. Alors qu'on sait que la FED montera ses taux ce soir ou en décembre, sauf s'il y a un krach boursier. Et tout ça est largement déjà dans le marché.

Je vais vous dire ce que me fascine dans toute cette histoire, c'est l'inflation. Ou plutôt l'absence d'inflation. Dans tous les pays développés y compris les États-Unis qui connaissent plutôt une belle croissance. 7 ans après le début de la crise dite des subprimes, l'inflation est toujours à zéro ou presque. Zéro. C'est incroyable. Et c'est surtout le signe d'une modification structurelle profonde de l'économie mondiale.

DES TORRENTS D'ARGENT

Une inflation basse malgré les politiques des banques centrales.

Cela fait des années que les banques centrales inondent le monde de milliers de milliards de dollars, d'euros, de yens et autres monnaies. Jour après jour, mois après mois. Le stock de ces injections est tellement massif qu'aucune banque centrale ne sait comment commencer à l'éponger. Les bilans des banques centrales ont atteint des chiffres qui donnent le tournis et auxquels il ne vaut mieux pas réfléchir. Et malgré ça, malgré tout ça, l'inflation ne repart pas. On est à des années lumière des 2% d'objectif qu'on trouve dans toutes les banques

centrales. Vous imaginez la puissance des forces déflationnistes pour qu'elles résistent ainsi au flux de liquidités.

POURQUOI ?

Les causes de cette déflation?

Elles sont très variées. Et tout le monde n'est pas d'accord sur les explications. Il y a consensus sur la Chine dont le dégonflement économique provoque notamment un effondrement des cours des matières premières. Mais même en dehors de l'énergie et des matières premières, l'inflation est proche de zéro. Il y a donc d'autres raisons. Le vieillissement de la population en est une. Mais je reste persuadé que la révolution technologique que nous vivons est certes très excitante mais qu'elle est surtout fortement déflationniste et elle va encore s'accélérer. Quoi que fassent la FED ou les autres banques centrales, la déflation n'est pas prête de faiblir.

TRAHISON HABITUELLE

Une fois de plus un gouvernement, de gauche comme de droite, ne tient pas ses promesses.

Le gouvernement a décidé de reporter de trois mois les allègements de cotisations pour les entreprises. Tout ça pour récupérer un milliard d'euros, entre autres, pour boucler le budget.

ETONNANT

Bla Bla Car vaut 1.5 milliard de dollars.

Et vient de lever 200 millions de dollars.

Et comme toujours avec Blablacar aucun chiffre de revenus ou de résultat.

Selon des sources proches du dossier, comme on dit, les revenus seraient de l'ordre des dizaines de millions d'euros et le groupe ne serait pas rentable. Mais il paraît que dans le monde cool collaboratif de la super économie de partage tout ça n'a pas beaucoup d'importance.

Félicitations quand même à notre licorne Française.

UN DEMI A 275 MILLIARDS DE DOLLARS

Quand le numéro Un mondial de la bière, AB Inbev s'apprête à lancer une offre sur le numéro 2 SAB Miller, on obtient un bock géant qui va écraser le marché.

LE TTSO DE LA SEMAINE: TOUT est là (et c'est dingue) !

The Economist publie aujourd'hui une étude de l'OCDE sur l'importance et la nature des efforts d'austérité en Europe. C'est plein d'enseignements

intéressants, mais surtout ce que ça dit/prouve sur la France est stupéfiant. Jugez plutôt (vous allez voir c'est super simple)

Si on classe les 11 principales économies de l'OCDE en fonction de leur effort de réduction du déficit budgétaire depuis le début de la crise (2008), la France n'est que 8e (ridiculisée par les efforts consentis par la Grèce, le Portugal, l'Irlande ou l'Espagne). Autrement dit : la rigueur en France ? Foutaises !

Mais, et c'est là où c'est incroyable, la France est le SEUL pays à avoir fait peser TOUT son effort de réduction du déficit budgétaire, non pas sur la baisse de la dépense publique, mais sur la hausse des impôts. Autrement dit : pour l'Etat zéro rigueur, pour vous la TOTALITE des sacrifices. L'exception française. At its worst.

INSCRIVEZ VOUS VITE à l'excellente newsletter du soir de TTSO. C'est très simple. Il suffit de cliquer [ici](#)

GUY BEART

est mort. Je n'ai pas dormi de la nuit pour chercher un bon mot sur cet évènement majeur mais je n'ai rien trouvé. Rien. C'est décourageant.

VOUS VOUS SOUVENEZ DU TROU DE LA COUCHE D'OZONE?

On nous a pris la tête avec ce trou en nous expliquant qu'on allait tous mourir avec ce trou qui s'agrandissait.

On n'en parle plus.

Et c'est normal.

Il se résorbe...

Quand je pense à tous les efforts que j'ai fait pour ce trou.

QUAND SAPIN

veut rassurer en confirmant les prévisions de croissance de 1.5% pour 2016 et qu'il essaie par ses déclarations de créer un choc de confiance, ça ne marche pas trop. Il a un plutôt une tête à annoncer des mauvaises nouvelles.

TRES DROLE

Le FT annonce que les investisseurs n'ont plus confiance dans les chiffres économiques Chinois. Il paraît même qu'ils sont manipulés!!

C'est pas fou ça???

Les mecs viennent de se réveiller alors que ça fait 10 ans qu'on vous le dit...

JE SUIS INQUIET

Pour le système de retraites en France

Et donc pour votre retraite.

J'en vois encore quelques uns qui n'ont pas pris d'assurance vie retraite.

Vous attendez quoi ?? D'avoir 80 ans ??

Bon, je vous donne encore une chance de souscrire à un contrat que nous avons conçu pour vous. [Monfinancier Retraite Vie](#).

Les frais au plus bas, un rendement parmi les plus hauts (3.85% en 2014) et un service de conseil sur mesure.

ENCORE UNE

Patrick Drahi n'avait pas fait d'acquisitions depuis quelques semaines et ça le démangeait.

Il s'est donc payé le groupe Cablevision aux Etats Unis. Pour patienter avant un autre gros coup car il s'agit d'une petite acquisition...à 17 milliards de dollars...Une broutille.

VOILA C'EST TOUT

BONNE JOURNEE

MAY THE FORCE BE WITH YOU

Il vaut mieux attirer « les riches » et tous ceux qui ont du talent que de les faire fuir

Jean-Jacques Netter Institut des Libertés 16 septembre 2015

« **Quand vous êtes embêté, embrouillez tout** » disait Henri Queuille, grand maître à penser des élus de la Corrèze, comme Jacques Chirac et François Hollande. Il aimait répéter aussi « il n'existe pas de problème aussi compliqué soit il, qui ne puisse se résoudre par une absence de solutions ». Voilà pourquoi la France souffre d'un pouvoir politique à gauche comme à droite, incapable de faire évoluer la moindre règle du jeu. François Hollande se complait aujourd'hui dans une société bavarde qui considère qu'on a agi quand on a beaucoup parlé. Il se contente de mener sur tous les sujets une politique d'abandon des fonctions régaliennes de l'Etat en matière de sécurité, de justice et de migration. Il ne reste plus que le compassionnel à la remorque de l'émotion, car pour lui, il importe de réagir vite et de faire part en permanence de son indignation tout en ne traitant aucun sujet à fond. Exemples....

François Hollande est dans la ruralité cette semaine. Il a présidé un comité interministériel sur le sujet à Vesoul. On peut s'accommoder, selon lui du déclin, pourvu qu'il soit lent et confortable. Son ambition doit être de faire de la France une grande Corrèze fascinée par les foires aux bestiaux et les arts premiers. En

attendant, l'économie de la France ne repart toujours pas, l'industrie et la construction continuent de détruire massivement de l'emploi. La hausse massive des impôts et les mesures multipliant les contraintes sur les entreprises (« le choc de la simplification » n'a toujours pas eu lieu) ont cassé tous les ressorts de l'économie productive...

François Hollande fait fuir tous ceux qui ont du talent. Si elle ne réforme pas son économie, la France va devenir un musée. L'économie mondiale est concurrentielle, très capitaliste et particulièrement entrepreneuriale. Or la France socialiste a choisi de taxer le capital comme le travail, ce qui est une véritable ânerie. Il faut revenir d'urgence à une fiscalité du capital en ligne avec celle de nos concurrents. La taxation des plus values mobilières (= l'argent qui a été gagné par celui qui a pris des risques) est nulle en Belgique et aux Pays Bas. Elle est autour de 20% en Italie et de 25% en Allemagne, en Grande Bretagne et en Espagne. Elle est de 64,5% en France si la durée de détention est inférieure à deux ans et de 42% pour une durée de détention supérieure à deux ans ! Au total, un épargnant ou un entrepreneur qui prend 100% du risque ne peut garder après impôt qu'un peu moins du quart du profit généré, l'Etat s'appropriant le reste. Il ne faut pas s'étonner que les plus talentueux, les plus productifs, les plus innovateurs, tous ceux qui sont susceptibles de créer de la croissance et donc des emplois aient envie de quitter la France...

Il paraît que dans le cadre de la prochaine tournée « Investor's Month », pour vanter les atouts de la France à l'étranger, quatre ministres (Michel Sapin, Emmanuel Macron, Laurent Fabius et Matthias Fekl) vont insister sur le pacte de responsabilité qui baisse les charges des entreprises. En toute transparence, on espère qu'ils diront que contrairement à ce qui avait été promis, les allègements ne seront pas versés par le gouvernement le 1^{er} janvier 2016, mais décalés de trois mois. L'Etat est un peu dans la situation du particulier qui dit à son fournisseur « Je vous fait votre chèque mais ne le mettez pas à l'encaissement avant la fin du mois »...

François Hollande après avoir détruit l'école républicaine, est en train de casser le système de santé français avec la généralisation du tiers payant. Cet « acquis social » augmentera un peu plus le déficit de la sécurité sociale dans un pays qui détient déjà le record mondial de la consommation de médicaments. La loi santé de Marisol Touraine ministre de la santé, ne comprend pas une ligne sur la révolution des « docteurs 3.0 de la Silicon Valley ». C'est pourtant la clef de la diminution des dépenses de santé et de l'amélioration de l'efficacité des systèmes de prévention...

François Hollande a fermé la porte à une vraie réforme du Code du Travail.

Pourtant les plaidoyers pour une réforme du Code du Travail se sont multipliés : Robert Badinter et Antoine Lyon-Caen dans leur livre « Le travail et la loi » ; L'Institut Montaigne dans son rapport « Sauver le dialogue social » et même Jacques Barthélémy et Gilbert Cette de Terra Nova, Think Tank proche du PS dans leur livre « Réformer le droit du travail ».

Le Code du travail 2015 comprend 3689 pages, 10 628 articles pour un poids de 1,5kg dans sa dernière édition. La France est le pays où le nombre d'heures de travail annuel par adulte est le plus faible du monde. Pourtant la précarité n'est pas moins forte en France qu'en Allemagne ou en Grande Bretagne. Ce qui devrait préoccuper le plus le Président de la République, c'est le taux d'emploi. Il n'est que de 64% en France contre 74% en Allemagne et 72% en Angleterre.

Sa valeur ajoutée consiste principalement à laisser manipuler les statistiques du chômage et en recrutant une ministre du travail qui n'a aucune expérience sur le sujet. L'Insee va pouvoir continuer ainsi à travailler sur les statistiques du chômage pour arriver à inverser la fameuse courbe. On va rechercher « Des gens qui veulent travailler mais ne cherchent pas ou ne sont pas disponibles »...

Le rapport Combrexelle sur le droit du travail est très intéressant, mais il ne couvre absolument pas le secteur public pour une raison simple : les fonctionnaires représentent 25% des électeurs et le Parti Socialiste n'est plus que le parti de la fonction publique. D'ailleurs sur un sujet très simple comme le travail le dimanche ou le soir, les syndicats sont contre, car ils n'ont pas encore compris que la dérégulation du marché du travail pouvait créer des emplois.

Une fois de plus la Cour des Comptes a fustigé la gestion des fonctionnaires. La masse salariale augmente trop dans les collectivités locales et chez les opérateurs de l'Etat alors que pour recruter moins, il suffirait de demander aux agents publics de travailler autant que le secteur privé. Les dépenses de personnel ont atteint 278Md€ en 2014 soit près du quart de la dépense publique. Rien n'a été annoncé sur les 32 régimes spéciaux, ce qui est une véritable honte par rapport aux salariés du secteur privé...

Les inquiétudes sur la Chine semblent exagérées

En Chine, les réserves de change baissent, ce qui est normal quand on intervient pour soutenir sa monnaie et faire en sorte que le cours soit fixé quasi librement par les marchés. Toutefois la Chine n'a aucun problème de compte courant, elle a très peu emprunté à l'étranger. Elle n'a pas non plus de problème majeur d'exode des capitaux, car les banques sont contrôlées majoritairement par l'Etat. Une fois de plus Li Ka Shing, l'équivalent de Warren Buffett à Hong Kong avait bien compris

qu'il fallait au début de l'année alléger son exposition à la Chine. Il y a un moment où il faudra revenir en Chine...

Le secteur 3D offre des perspectives industrielles étonnantes

Les sociétés du secteur de l'impression 3D cotées en bourse ont baissé d'environ 70% par rapport à leur plus haut, selon l'ETF STOXX Global 3D Printing Pure Play ». Pourtant début 2014, c'était selon les analystes l'un des thèmes d'investissement parmi les plus attractifs. On allait assister à une véritable révolution dans la fabrication industrielle de nombreux produits. Les premières sociétés sont américaines, avec **3D Systems**, suivie par **Stratasys** qui est à l'origine une société israélienne. L'Europe a aussi des sociétés intéressantes comme **SLM Solutions** (Allemagne), **Envision Tec** (Allemagne), **DWS** (Italie), **Mcor Technologies** (Irlande), **Shapeways** (Pays Bas).

Dans le domaine de la santé, l'impression 3D a d'excellentes perspectives avec **Sirona** (Allemagne mais le titre est coté à New York). La société est le numéro un mondial pour les dentistes, suivi par **Align Technology** très utilisé par les orthodontistes. **Exatech** (US) et **Materialise** (Belgique) se consacrent à la chirurgie des os.

Les sociétés de software sont également très présentes sur ce créneau comme **Autodesk** (US), **Dassault Systèmes** (France), **Arcam** (Suède), **ExOne Company** (US)

La prochaine étape devrait être celle du « 4D printing » avec des objets capables de s'assembler eux mêmes et de s'adapter en fonction de leur environnement. Cela pourrait être des ailes d'avion capables de se modifier en fonction de la pression ou de la température ; des pneus dont la surface pourrait changer en fonction des conditions atmosphériques.

Dans le domaine de la technologie ce ne sont pas toujours les premiers arrivés qui font la meilleure performance boursière. On attend toujours **Hewlett Packard** qui devrait faire son entrée sur ce marché très prometteur. A suivre